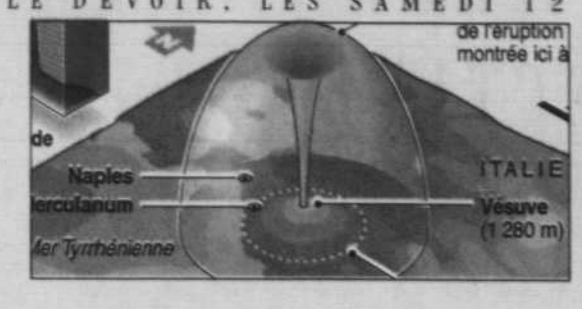
SCIENCES

Les vigies du Vésuve

Page B 6



IDÉES

Un parti pris pour la gauche de Martin et Layton?

Page B 5

CAHIER B

PERSPECTIVES

Le combat des chefs

Qui, de Martin, Harper, Duceppe et Layton, saura retenir l'attention de l'électorat lundi?

CLAIRANDRÉE CAUCHY

La grande question que les Québécois auront en tête au moment d'écouter le débat des chefs, lundi soir, sera la suivante: qui est le véritable Stephen Harper?

«Stephen Harper est-il un extrémiste de la droite religieuse de l'Ouest canadien, à la Preston Manning, ou davantage un conservateur modéré à la Brian Mulroney?» Voilà ce que les Québécois se demanderont, selon le sondeur Jean-Marc Léger. Au Canada anglais, le chef conservateur est mieux connu qu'au Québec; les téléspectateurs voudront donc davantage mesurer sa stature d'homme d'État, poursuit le président de Léger Marketing.

Et lundi, les libéraux pourraient bien regretter leur campagne de publicité négative. *«On évalue toujours la performance en fonction de nos attentes. L'erreur des libéraux depuis quelques jours, c'est de démoniser Stephen Harper. Cela baisse les attentes à son égard et les fait monter pour Paul Martin. Démoniser Harper, cela peut se faire après un débat, jamais avant»*, analyse Jean-Marc Léger.

« Lorsqu'on a l'impression qu'un parti cherche un bouc émissaire, l'électorat peut avoir tendance à vouloir le défendre »

Si le jeune chef conservateur, qui s'exprime dans un très bon français, prend le moindrement le dessus sur un Paul Martin plus âgé qui manie moins aisément la langue de Molière, les électeurs se diront que *«finalement, il n'est pas si mal que ça»*.

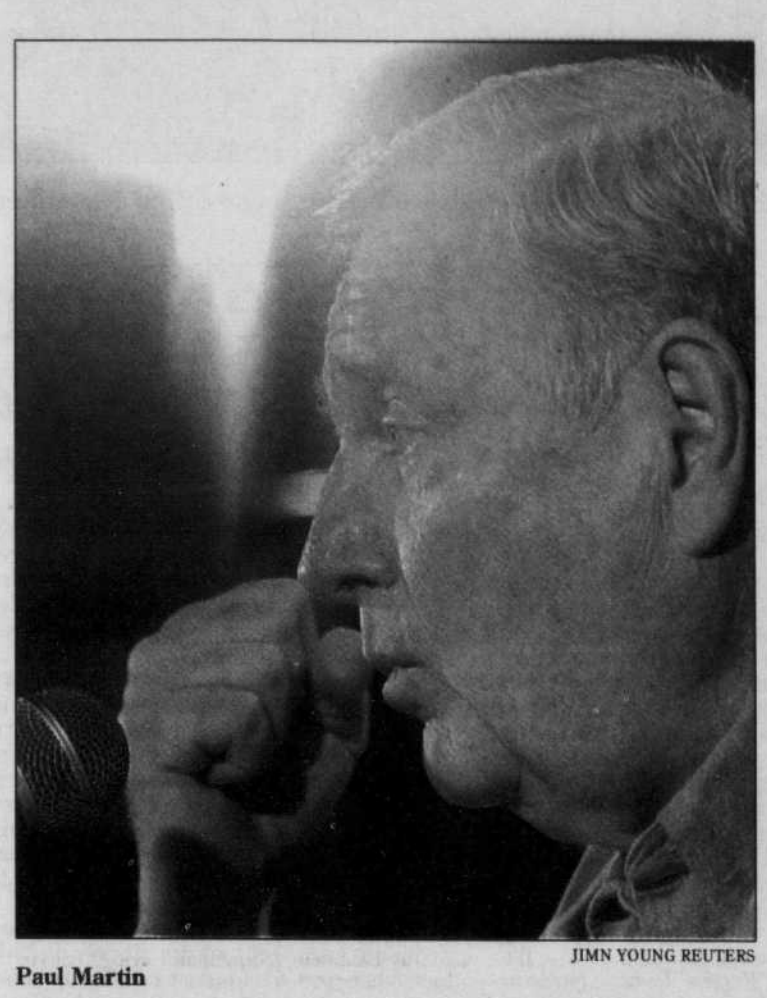
Le meilleur exemple de ce phénomène, c'est le débat chez nos voisins du Sud entre Jimmy Carter et Ronald Reagan, en 1980. Le président Carter s'était alors employé en campagne à brosser un sombre portrait de l'ancien acteur. *«Lors du débat, les gens avaient trouvé Reagan soft, cool, ils s'étaient dit: "ce n'est pas le démon qu'on nous avait présenté". On a vu un transfert total des votes»*, raconte M. Léger.

Cette analyse est partagée par la politologue Carole Simard, de l'Université du Québec à Montréal, qui entrevoit un risque d'effet boomerang. *«Lorsqu'on a l'impression qu'un parti cherche un bouc émissaire, l'électorat peut avoir tendance à vouloir le défendre, Les campagnes négatives, au Canada, aux États-Unis, cela ne rapporte jamais beaucoup. Il est préférable d'insister sur les points positifs.»*

Le chef conservateur devrait s'employer à exploiter ce filon pendant les débats. Mis sur des charbons ardents pour les positions de son parti sur la mise en œuvre de l'accord de Kyoto, les mariages gais ou le point de vue de certains de ses députés en matière d'avortement, Harper doit jouer la victime. *«Il n'effraie pas la population. Il doit garder son calme et dégager un humanisme profond, ce dont il est capable»*, croit Robert Bernier, professeur de marketing social à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Sa jeunesse, sa personnalité affable, sa bonne maîtrise du français et son côté sans prétention inspirent le respect des Québécois sans toutefois lui valoir leur appui, estime ce spécialiste.

Pour Paul Martin, passé pour la première fois derrière les conservateurs dans les sondages cette semaine, ce seront les débats de la dernière chance. *«Le seul point fort de Paul Martin aujourd'hui réside dans sa capacité à diriger le pays. C'est la seule carte maîtresse qu'il lui reste»*, affirme Robert Bernier. Aux yeux de ce professeur, les attaques sur les valeurs sociales ou le bilinguisme ne doivent que venir en appui à l'image de l'homme d'État qui a rétabli les finances publiques.

«Il doit être aussi naturel que possible. Il est plus à l'aise sur le ton "fauteuil au coin du feu". C'est comme ça que les gens l'aimaient pendant la course au leadership du PLC», souligne pour sa part François-Pierre Gingras, professeur de science politique à l'Université d'Ottawa.

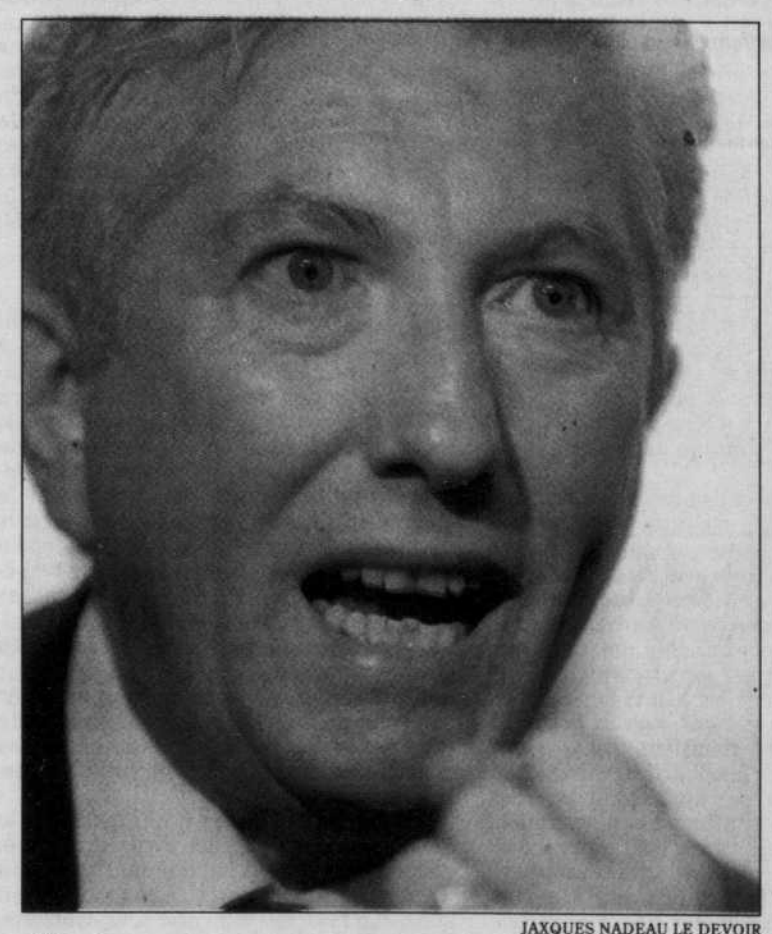


JIMN YOUNG REUTERS

Paul Martin

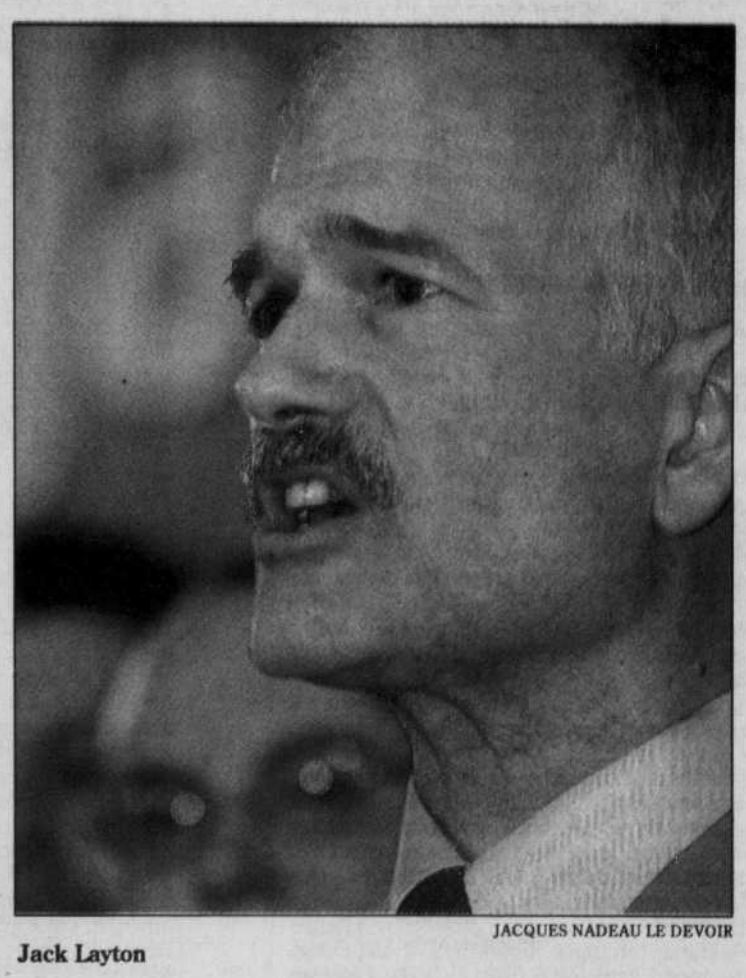
MIKE CASSESE REUTERS

Stephen Harper



JAXQUES NADEAU LE DEVOIR

Gilles Duceppe



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jack Layton

Et Gilles Duceppe?

Quant au chef bloquiste, il n'est pas connu pour être un grand *debater*. À sa décharge, il jouit d'une avance vraisemblablement insurmontable dans les sondages et devrait tirer profit d'une campagne paisible et bien rodée, à des lieues des ratés de 1997. C'est aussi le seul à s'être déjà prêté à ce jeu de combat de coqs.

«Pour lui, mieux vaut paraître plate que de s'emporter ou de dire une bêtise», affirme François-Pierre Gingras, soulignant qu'en tant que meneur, Gilles Duceppe est certainement celui qui a le plus à perdre d'une gaffe. *«Il ne doit pas se lancer dans des diatribes qu'il ne maîtrise pas»*, renchérit Robert Bernier.

Ancien conseiller politique de Robert Bourassa, le spécialiste en communication John Parisella pense lui aussi que le débat du chef du Bloc devrait être le reflet de sa campagne: une performance un peu discrète où il table sur les enjeux qui animent l'électorat québécois. La fameuse question sur les liens entre son parti et un éventuel gouvernement minoritaire conservateur viendra très probablement hanter le bloquiste, qui devra se distancer des positions conservatrices.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, Gilles Duceppe ne pourra pas croiser les bras une fois le débat français terminé. *«Il faudra qu'il démontre qu'il veut être un joueur dans le Parlement canadien»*, croit M. Parisella. Très à l'aise dans la langue de Shakespeare, Gilles Duceppe est bien placé pour relever le défi. En 2000, il avait d'ailleurs livré une meilleure prestation dans le débat anglais.

De son côté, Jack Layton joue gros dans le débat anglais, où il espère engranger des votes d'anciens libéraux. *«Il doit être provocateur. C'est l'image qu'il a donnée au début de la campagne. Cela lui a permis d'améliorer sa visibilité»*, note M. Gingras.

John Parisella précise que Jack Layton devra rester dans les limites de la politesse. *«Il ne doit pas avoir l'air de japper contre l'un et l'autre, cela n'aurait pas beaucoup d'impact. Il doit démontrer qu'il n'est pas seulement là pour critiquer mais pour représenter un courant de pensée»*, fait valoir le président de la firme de communication BCP.

Un débat déterminant

Après avoir négocié les conditions de cinq débats des chefs, d'abord pour Robert Bourassa,

VOIR PAGE B 2: DÉBAT

James Bickerton, Alain-G. Gagnon et Patrick J. Smith

Partis politiques et comportement électoral au Canada

Filiations et affiliations

Essai
Traduit de l'anglais (Canada)
par Dominique Fortier
372 pages • 29,95 $

CRÉQC
CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES

Boréal
www.editionsboreal.qc.ca

En Californie, des slogans pour dénoncer le président

Les «afficheurs-guérilleros» s'en prennent à Bush

YVES EUDES

Los Angeles — *«Bourbier accompli», «Merci pour tout cet argent, et désolé pour vos enfants morts, signé Halliburton», «Tués au combat: 800. Armes de destruction massive: 0», «Révoquez Bush», «Bush ment», «Quand Clinton mentait, personne n'en mourait».*

Les millions d'automobilistes circulant sur les autoroutes 5 et 405 qui traversent l'agglomération de Los Angeles aperçoivent régulièrement des dizaines de grandes pancartes noir et blanc affichant des slogans hostiles au président Bush et à la guerre en Irak. Elles sont accrochées aux passerelles, aux grillages de protection, aux arbres, aux panneaux routiers, aux talus bordant la chaussée. Il y a aussi des images, notamment une reproduction stylisée de la célèbre photo du prisonnier irakien cagoulé, bras écartés, attendant d'être électrocuté, accompagnée de la légende *«Pas en notre nom»*.

L'auteur de ces messages est un homme grand et musclé de 42 ans, qui habite avec un copain et deux lapins apprivoisés dans une maison mal entretenue au sud de Los Angeles, à trois minutes de l'autoroute 5. Il tient à rester anonyme et a choisi comme nom de guerre Scarlet Pimpernel. Scarlet a été journaliste en Amérique centrale, professeur d'anglais à Los Angeles, créateur d'une petite organisation non gouvernementale (ONG) au Mexique. Aujourd'hui, il vit de ses rentes grâce à un héritage, ce qui lui permet d'être «afficheur-guérillero» à temps plein. *«Puisque les médias sont aux mains du gouvernement et des milieux d'affaires, j'ai dû réinventer le plus vieux média du monde.»*

Il confectionne les pancartes dans son garage avec des cartons de récupération, puis les charge dans sa camionnette et va les fixer le long de l'autoroute, de jour comme de nuit: *«J'en ai déjà accroché près de 2000, j'ai pris le coup de main, j'ai même fabriqué des outils spéciaux. Je porte un gilet phosphorescent, j'essaie de me faire passer pour un ouvrier d'entretien. Pour traverser les passerelles plus vite, je me sers d'un skateboard et parfois je fais de l'escalade.»*

Ses pancartes sont régulièrement arrachées par les employés de l'autoroute, ou par des citoyens choqués par ces messages antipatriotiques: *«Un jour, un officier en uniforme s'est arrêté. Il était menaçant, mais je suis costaud, il est reparti. Des policiers m'ont surpris deux fois, ils m'ont ordonné de partir, sans plus.»*

Pendant des mois, Scarlet agit seul, mais un jour, un habitant de Los Angeles, séduit par son action, décide de photographier ses pancartes et de les diffuser sur Internet. Très vite, il reçoit des courriels enthousiastes de tout le pays et entre en contact avec Scarlet. Peu après, celui-ci décide de créer son propre site , qui accueille désormais de 2000 à 5000 visiteurs par jour: *«Aujourd'hui, au moins 25 personnes dans une douzaine d'États, y compris sur la côte est, reproduisent mes pancartes et les accrochent sur les autoroutes. Le mouvement est lancé.»*

«L'attitude anti-Bush et antiguerre est devenue branchée, fun, désirable»

Dans le centre-ville de Los Angeles, les «afficheurs-guérilleros» préfèrent manier l'humour et l'esthétique. Depuis janvier, un collectif baptisé PostGen fabrique et distribue des milliers de portraits satiriques en couleurs du président Bush, imprimés sur papier glacé: Bush doté d'une bouche en forme d'anus, ou portant dans ses bras une bombe comme s'il s'agissait d'un bébé, ou s'apprêtant à se débarrasser du Bill of Rights (texte garantissant les libertés fondamentales), dont il a fait un avion en papier...

Mécènes

Ces tableaux, accompagnés de légendes à l'humour grinçant, ont été réalisés par trois artistes locaux ayant comme point commun leur opposition à la guerre en Irak. Mear One, 32 ans, grand et maigre, est un pur produit de la culture de la rue: il fut pendant des années membre du clan CBS (Can't Be Stopped), la plus grande tribu de «graffiti-artists» de Los Angeles, avec qui il a mené une vie agitée et dangereuse. Il s'est assagi, mais reste un artiste alternatif très rebelle.

Shepard Fairey, 34 ans, athlétique et sûr de lui, est patron de l'agence de création graphique Obey Giant, mais il continue à dessiner pour son plaisir. Dans son œuvre personnelle comme dans ses travaux commerciaux, toujours très tendance, il mélange la provocation, la dérision, l'absurde et les messages politiques déconcertants: *«Je fais de la politique uniquement quand c'est nécessaire, mais aujourd'hui la crise est grave, l'Amérique entre dans un système de guerre perpétuelle.»*

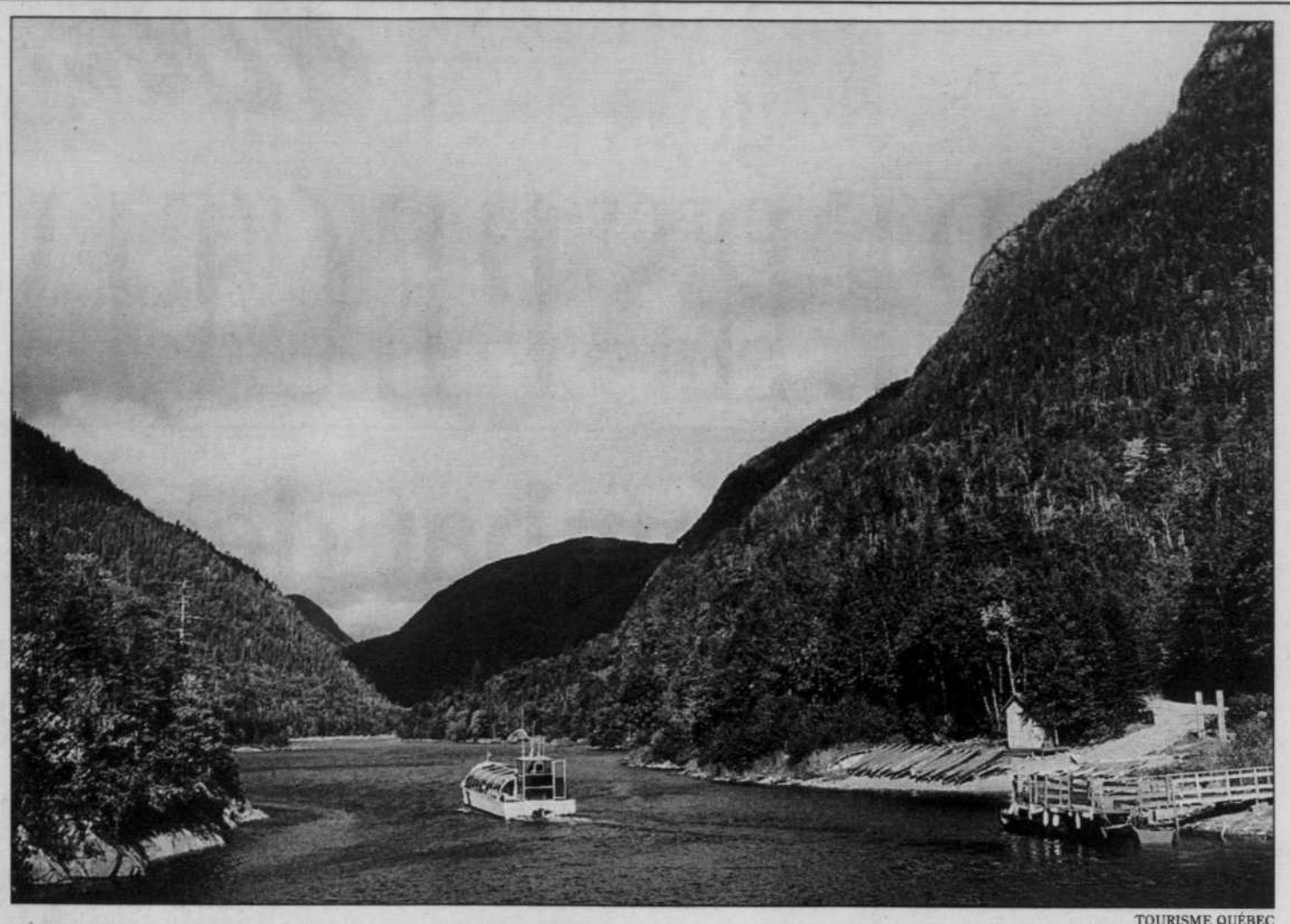
Shepard et Mear ont conçu leur projet grâce à l'entremise d'une amie commune, Elizabeth Ai, 25 ans, d'origine vietnamienne. Actrice et écrivain en herbe, Elizabeth gère à présent PostGen pour donner un cadre à l'action des artistes. Pour compléter l'équipe, ils sont allés chercher Robbie Conal, 59 ans, professeur d'arts plastiques à l'université de Californie du Sud (USC), dont l'œuvre les a beaucoup influencés à leurs débuts.

Robbie est un spécialiste des caricatures féroces. Ses cibles préférées sont *«les politiciens, les bureaucrates, les télévangélistes, les grands capitalistes et les personnalités de la culture populaire»*. À son tour, il a entraîné dans l'aventure son amie Boom-Boom, une jeune artiste très active et très tatouée. Née à Belgrade et installée aux États-Unis depuis 1993, Boom-Boom n'a toujours pas de permis de séjour. En quelques semaines, PostGen a été rejoint par plus de 300 volontaires, qui se chargent de coller les affiches un peu partout, en jouant à cache-cache avec la police, les employés municipaux, et parfois des passants outrés par l'insulte faite à leur président.

Le recrutement se fait lors de concerts organisés avec l'appui de musiciens de la scène alternative, qui se sont lancés dans la campagne contre la guerre. Selon Boom-Boom, leur arrivée a été décisive: *«Les rappeurs et la nation hip-hop ont rejoint le mouvement, et ils entraînent la jeunesse de la ville. D'un seul coup, l'attitude anti-Bush et antiguerre est devenue branchée,* fun, *désirable. Pendant les concerts, les artistes incitent les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. Puis nous leur distribuons des affiches, de la colle et des pinceaux, et ils s'éparpillent dans les quartiers. Nos affiches contribuent à façonner l'ambiance de la ville.»* Tout cela coûte cher et PostGen vend les originaux, notamment des gens d'Hollywood.

Ils organisent à présent des séances de collage dans une douzaine de grandes villes américaines, jusqu'à New York, en s'appuyant sur des volontaires locaux. Ils se préparent déjà à envahir Boston, où se tiendra fin juillet la convention du Parti démocrate.

Le Monde



TOURISME QUÉBEC

Le parc des Hautes Gorges, traversé par la rivière Malbaie, est un endroit de prédilection des amateurs de plein air.

Prévisible vacancier

Le Québec demeure la destination préférée des Québécois pour les vacances annuelles

FABIEN DEGLISE

Disney World est la principale destination de rêve des Québécois. Et pour la saison touristique 2004, elle devrait encore le rester puisque très peu vont s'y rendre vraiment... même si, cette année, ils ont massivement acheté, selon les librairies Ulysse, le guide touristique consacré au grand parc d'attractions de l'empire de la souris joyeuse. Le numéro un des ventes pour l'été 2004.

L'*Homo quebecus* pratiquerait donc l'onirisme au moment de planifier ses vacances. Mais il est aussi un animal plus que prévisible quand vient le temps de passer à l'action. Et la nouvelle cuvée du grand repos collectif qui pointe le bout du nez ne risque pas de déroger à cette règle.

Le portrait est limpide. Comme par le passé, 46 % des Québécois qui prennent des vacances se préparent à mettre les voiles cette année pour... le Québec, la première et principale destination vacances, selon un sondage réalisé en mars dernier par le Conference Board.

L'endroit est connu, facile d'accès en voiture, peuplé de bêtes familières — qui parlent la même langue — et surtout bien pourvu en tanières familiales pour limiter les frais d'hébergement. Mieux, les transactions, faites en dollars canadiens dans ce coin de pays, permettent de mieux digérer la hausse du coût du carburant et diminuent au passage l'effet de surprise au moment de régler l'addition dans un restaurant.

Les intentions, quand il s'agit de vacances, sont toujours à prendre avec des pincettes

Des restaurants qui ne devraient d'ailleurs pas manquer de clients cette année, prévoit le ministère du Tourisme du Québec, qui prévoit une hausse du tourisme, principalement induite par les visiteurs en provenance des autres provinces canadiennes mais aussi par les Québécois eux-mêmes, dont plusieurs, inquiétés par le contexte politique mondial tout comme par le prix de l'essence, vont préférer des voyages *«près du lieu où ils habitent»*, indique le ministère.

Les destinations les plus prisées? Québec, loin devant, avec ses musées, ses vieilles pierres et ses institutions qui ne semblent pas seulement faire vibrer les Européens ou les Américains en mal d'exotisme européen à moins de quatre heures de route. Viennent ensuite, sans grande surprise, les Laurentides, Charlevoix et le Saguenay, la Gaspésie, Montréal et le Bas-du-Fleuve. La Côte-Nord, le nord du Québec ou encore l'Abitibi font quant à eux toujours autant rêver les vacanciers en mal d'espaces vierges... qui ne s'y rendent pas pour autant en grand nombre, faute de temps ou de moyens de transport abordables. En effet, partir pour la Baie-James en avion coûte plus cher qu'un vol Montréal-Londres!

D'ailleurs, à quoi bon aller voir des ours blancs dans leur habitat naturel alors qu'une ribambelle d'animaux sont tout prêts à faire sourire les enfants dans un parc d'attractions ontarien près des chutes Niagara? La question est très contemporaine et semble se poser chez une bonne frange des Québécois qui, à l'heure actuelle, installent le porte-bagages sur leur voiture, histoire de partir à la découverte du ROC (*rest of Canada*).

C'est que les autres provinces canadiennes séduisent encore et toujours. Et près de 20 % des vacanciers d'ici pensent d'ailleurs cette année y mettre les pieds. Avec en tête l'Ontario et, bien entendu, le Nouveau-Brunswick, qui reste toutefois une *«destination bas de gamme»*, commente Paul Arseneau, directeur du Réseau de veille en tourisme de l'UQAM. *«Le tourisme québécois est certes très important pour cette province, mais elle demeure au final la cinquième destination préférée des gens d'ici.»*

Le goût de l'Europe

La mathématique de la villégiature est formelle: si, cette année, à peine 56 % des Québécois ont l'intention de quitter la maison pour faire une pause entre deux stress, le plus bas niveau d'aspirants vacanciers depuis sept ans, indique le Conference Board, ils devraient aussi, après le Québec et l'Ontario, jeter collectivement leur dévolu sur les destinations européennes en 2004. Et ce, malgré la hausse du prix du pétrole qui se répercute par la force des choses sur le prix des billets d'avion mais aussi malgré un euro en pleine forme par rapport au dollar canadien, ce qui laisse présager quelques indigestions au moment de payer son jambon-beurre à Paris, son assiette de sardines grillées à Lisbonne ou encore sa chambre avec vue imprenable sur le Manneken-Pis de Bruxelles!

N'empêche, le Vieux Continent est à la mode. Et près de 16 % des voyageurs québécois ont clairement indiqué leur intention d'être en harmonie avec cette tendance en 2004. *«La force de l'euro peut sans doute freiner quelques ardeurs*, lance M. Arseneau. *Mais l'Europe reste encore la troisième destination des Québécois, surtout ceux qui jouissent d'un revenu familial élevé, qui sont plus éduqués et qui ne se soucient guère du prix du déplacement»*... et encore moins des peurs médiatiques qui évoluent dans l'air du temps.

L'argument vaut également pour les États-Unis qui, cette année encore, vont voir défiler leur lot de Québécois. En Floride, bien sûr, et sur la côte Est, où les bords de mer ont encore un certain pouvoir d'attraction chez les amateurs du genre. Même si l'objet de ce désir, terrain de jeu préféré des adeptes du frisbee, est en perte de vitesse.

L'image se profile d'ailleurs depuis une dizaine d'années: *«Les Québécois sortent de plus en plus du Canada pour leurs vacances*, commente le directeur du Réseau de veille en tourisme, *mais ils vont aussi de moins en moins aux États-Unis.»* Et ce, indépendamment de la fluctuation du dollar américain ou même de l'actualité géo-politico-terroriste. *«Ç'a une influence*, poursuit-il, *à court terme seulement. Et puis après, les Québécois oublient.»*

Autre constat: les destinations lointaines font également de plus en plus s'émouvoir... une portion restreinte de Québécois, fortunée s'entend, éduquée — parfois — et surtout capable de s'absenter du travail plus d'une semaine pour concrétiser son rêve. Ce qui est loin d'être légion. *«5 % à peine partent plus de deux semaines*, dit M. Arseneau. *Pour 80 % des voyageurs, les vacances se résument bien souvent à une semaine et moins.»* Ce qui laisse en effet peu de temps pour découvrir les charmes de l'Asie ou des pays de l'Est, le nouveau béguin des Québécois qui ont la bougeotte.

Reste que ce portrait des vacances pour 2004 demeure hypothétique, confessent en chœur les spécialistes du voyage, puisque c'est d'intentions de déplacement qu'il est question, non de réservations. Réservations qui, cette année encore, compte tenu de l'état de santé de plusieurs transporteurs aériens et des incertitudes qui animent notre pauvre monde, devraient se faire à la dernière minute, prévoit le ministère. Et les intentions, quand il s'agit de vacances, sont toujours à prendre avec des pincettes.

«L'année où L'Ombre de l'épervier [télésérie historique qui se déroulait en Gaspésie] *a été diffusée* [sur les ondes de Radio-Canada], *près d'un Québécois sur cinq avait annoncé avant l'été vouloir prendre ses vacances dans ce coin»*, rappelle M. Arseneau. Quatre ans après la fin de cette saga signée Robert Favreau et Guy Fournier, les aubergistes, restaurateurs et organisateurs de balades en montagne ou en mer de la Gaspésie attendent toujours leur arrivée.

Le Devoir

DÉBAT

Les chefs de parti doivent éviter tout impair lors du débat de lundi soir

SUITE DE LA PAGE B 1

puis dans l'équipe de Jean Chrétien, John Parisella n'a qu'un seul conseil à prodiguer aux quatre chefs: évitez à tout prix la *«surpréparation»*. *«Robert Bourassa testait ses lignes avec ses conseillers, mais il ne se faisait jamais remplir de phrases toutes faites à reproduire lors du débat»*, se rappelle l'homme de communication, qui fait maintenant carrière dans le secteur privé. Il prescrit aux chefs une bonne dose de repos et de solitude, loin de leur entourage. *«Une trop grande préparation coupe l'authenticité et la spontanéité.»*

La tête bien reposée, le chef sera mieux disposé pour réagir efficacement dans la conduite du débat, lorsqu'il se retrouvera seul face à ses adversaires. Cela accroît les chances d'éviter la gaffe qui ne pardonne pas, par exemple lorsque John Turner avait été envoyé au tapis par Brian Mulroney en 1984, qui lui avait servi la célèbre phrase *«Vous avez toujours un choix»*, en référence aux nominations partisanes qu'il avait entérinées.

Selon François-Pierre Gingras, les téléspectateurs québécois s'attendent à un coup d'éclat puisqu'ils gardent en mémoire le dernier débat provincial où la déclaration de Jacques Parizeau avait plongé Bernard Landry dans l'embarras. *«Tout le monde va se demander s'il va se passer quelque chose d'aussi excitant. Il y a un élément très "spectacle".»*

Si le débat est généralement le moment le plus important d'une campagne, celui de lundi pourrait être encore plus déterminant. C'est que l'électorat est beaucoup plus volatile qu'à l'habitude. Jean-Marc Léger note qu'un peu plus d'un électeur sur deux affirme avoir arrêté son choix de façon définitive alors que cette proportion oscille généralement entre 65 et 70 %. *«D'habitude, le vote est plus cristallisé à ce moment-ci de la campagne.»* Seul le Bloc québécois peut compter sur un appui assez ferme. De l'autre côté, les deux tiers des Canadiens savent qu'ils n'opteront pas pour le Parti libéral.

«On dit souvent qu'on ne gagne pas un débat, on évite de le perdre. Cela vient confirmer le vote. Il suffit qu'il y en ait un qui fasse une erreur et il perd», affirme Jean-Marc Léger.

Si la joute oratoire est importante, le débat sur le débat l'est tout autant, soulignent les experts.

«Les fameux clips de 25 ou 30 secondes et les analyses qui s'ensuivent dans les médias sont tout aussi déterminants que le débat en tant que tel», souligne Robert Bernier. Le sondeur Jean-Marc Léger explique qu'en général, les opinions changent ou se confirment dans les 48 heures suivant l'événement, une fois le battage médiatique terminé.

On peut donc comprendre l'empressement habituel des équipes des partis à faire valoir auprès des journalistes la performance de leur chef respectif dans les corridors des studios de télévision.

«Jusqu'à maintenant, nous étions dans la Ligue des pamplemousses. Après le débat, la saison régulière commence», conclut John Parisella avec humour.

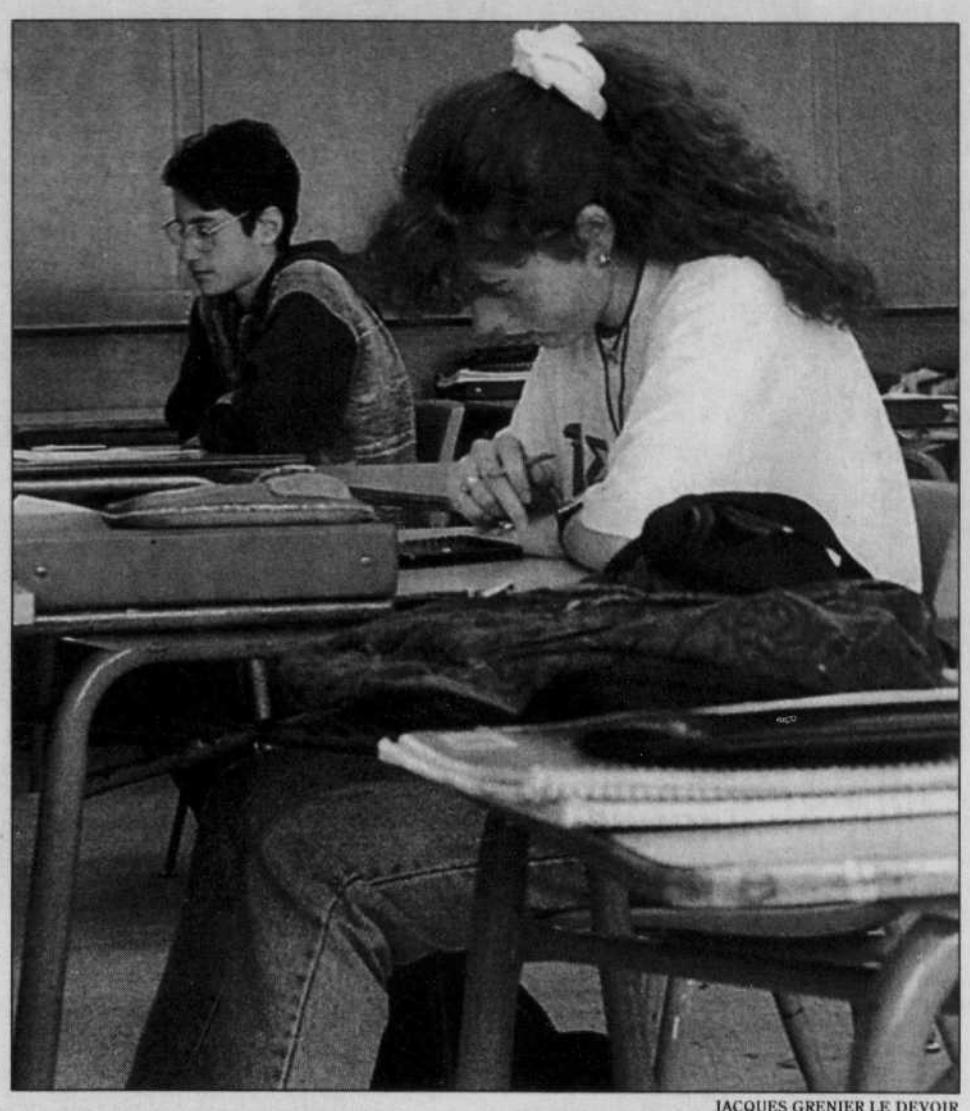
Le Devoir

Les cégeps soulèvent les passions

Le Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial a provoqué à des frustrations et des malaises

On en a longuement parlé avant, et on en discutera encore: le forum sur l'avenir des collèges a bel et bien eu lieu et il laisse dans son sillage de nombreuses failles, qui pèsent lourd sur le ministre de l'Éducation. Bilan d'une opération catastrophe.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les enseignants et les étudiants ne voient pas d'un bon œil le vent de décentralisation qui souffle sur les cégeps.

Le contraste était frappant: dans l'air climatisé de l'hôtel Loews Le Concorde, sur la Grande-Allée québécoise, il y avait quelques centaines de vestons-cravates-tailleurs-talons-aiguilles, tous hauts dirigeants de collèges ou membres bien en vue de conseils d'administration cégépiens, venus dire au micro tout le bien de leurs institutions et la nécessité de ne rien y arracher. Dehors, dans la chaleur et le vent humides, deux milliers d'enseignants, parents, étudiants, professionnels et membres du personnel de soutien, émotivement liés aux collèges, sont venus tonitruer leur désaccord avec la formule choisie pour débattre de la question des cégeps et souligner les dangers d'un trop vaste brasse-camarade.

Le ton du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial était donné. Démarrée dans la controverse, la rencontre au sommet a effectivement donné lieu à une suite de frustrations, de malaises et d'emportements, qui ont contribué à faire monter la pression du côté du cabinet du ministre de l'Éducation.

«L'objectif de ce forum était de favoriser l'émergence et le brassage d'idées», a affirmé le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, dans le long discours qu'il a livré à la clôture du forum. Un brin déçu, il a exprimé, au terme de ces deux journées éprouvantes, un constat inéluctable qu'il fallait livrer, à savoir que le forum avait surtout permis d'entendre l'attachement de tous au réseau collégial, souvent *«sur le mode de la défense farouche»* et au détriment de questions cruciales à saveur pédagogique.

«J'ai observé que cette défense vive nous a peut-être un peu distraits d'un certain nombre de faits et de réalités au caractère brutal, a livré le ministre Reid, qui paraissait fourbu par ces deux jours. *Je pense ici, en particulier, au cheminement des étudiants, aux problèmes d'orientation, aux taux de diplomation, à l'allongement des durées d'étude, au nombre d'abandons.»*

S'immisçant dans un débat pourtant commencé depuis belle lurette, depuis le dépôt de la proposition-choc de la Fédération des commissions scolaires, le ministre de l'Éducation croyait-il sortir de cette grand-messe avec des idées neuves à se mettre sous la dent? *«Il fallait être un peu naïf pour croire que ces deux journées allaient permettre d'apprendre des choses et de sortir des idées développées depuis novembre»*, racontait sous le couvert de l'anonymat un observateur aguerri.

En effet, dès les premières heures du forum, les ateliers à peine commencés, la tension s'est mise à monter. *«Vous avez la parole et je vais être à l'écoute»*, avait lancé Pierre Reid peu avant le début des travaux. *«Je viens dénoncer la formule choisie pour débattre»*, a affirmé le tout premier intervenant au micro, l'étudiant Laurent Viau, coordonnateur à la recherche pour la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). *«Le moment est mal choisi, c'est antidémocratique, les enseignants et les étudiants ne sont pas suffisamment présents, et nous ne voulons pas que le réseau soit aboli.»*

Ce genre de commentaires allait ensuite déferler au micro et être soigneusement minutés. Pendant que les 23 étudiants présents — sur un total de 400 personnes — défendaient avec brio leur lopin de cégep, les Plaines étaient investies d'une foule colorée, menée par la Coalition-cégeps. Deux mille personnes, enseignants, étudiants, parents et membres du personnel des collèges, armées de pancartes syndicales, se sont massées devant l'hôtel pour manifester leur impatience. *«La vraie parole, elle est ici, dans la rue»*, a lancé le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent.

De l'espoir

«On est ici pour débusquer les imposteurs», a-t-il a ajouté, ciblant d'abord le ministre de l'Éducation, puis la Fédération des commissions scolaires du Québec (porteuse de la proposition d'une 6e année de secondaire mariée au bac de quatre ans), la Fédération des cégeps (*«qui a le même esprit cannibale que les autres et qui voudrait avaler une partie du réseau»*) et enfin un dernier *«petit joueur»*, la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ), qui *«se berce de l'illusion que les cégeps ne sont pas là pour rester»*.

Visiblement ravis de l'enthousiasme des troupes réunies — et du nombre de participants —, les meneurs de la Coalition-cégeps ont eu espoir que leur message, fortement porté dehors mais aussi dedans grâce à des interventions au micro plus retentissantes que la moyenne, résonne aux oreilles du ministre Reid.

Déjà sur les dents avec une troupe exaltée dehors plus imposante que celle invitée dedans, l'équipe du ministre de l'Éducation a vite senti que la formule du forum ne plaisait guère. Avec des micros ouverts trois minutes par intervention, le monologue s'éteignant brutalement au bout du temps consenti, l'ensemble des intervenants a protesté contre cette manière de décourager les échanges. *«Qu'on tente de calmer le dialogue»*, entendait-on courir comme mot d'ordre dans les corridors.

Dans l'atelier voué au modèle de l'enseignement collégial, un sujet *«divisif»*, comme l'a constaté le ministre Reid, la fraction du réseau de l'éducation est vite devenue une cruelle évidence. *«Je note d'entrée de jeu un attachement profond des intervenants envers nos collèges, un attachement qui est souvent à forte résonance affective, comme lorsqu'il s'agit d'un bien qui nous est cher»*, a rapidement affirmé le ministre, dans ce discours d'une vingtaine de pages lu plutôt nerveusement.

Pierre Reid a choisi d'évoquer l'autonomie des collèges et le déploiement de leur personnalité

Recteurs d'université et commissions scolaires, qui portaient l'odieux d'avoir soumis une hypothèse-choc au débat, ont été rabroués sans cesse au cours de ces deux jours de forum un peu stériles. *«Quand on examine la performance du réseau collégial, un grand questionnement est soulevé*, a déclaré le président de la CREPUQ et recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix. *Les universités ne veulent pas occulter le débat et elles veulent tout mettre sur la table, les structures aussi.»*

«On m'a félicité pour mon courage, le courage d'être venu ici présenter notre proposition», a affirmé quant à lui André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, quelques instants après la clôture de l'événement. Se présentant plus d'une fois au micro, M. Caron avait toujours entamé son laïus en demandant que soit respecté son point de vue, diamétralement opposé à celui des enseignants, étudiants et directions de collège venus discuter du maintien de la structure collégiale.

La goutte qui a fait déborder le vase est tombée en matinée jeudi, quand un ou des petits comiques ont pondu un communiqué de presse bidon qui contenait l'amende honorable du ministre. *«"Nous réalisons maintenant avec grande peine que plusieurs éléments importants de la consultation se sont avérés être quelque peu antidémocratiques", a déclaré le ministre.»* Voilà ce que l'on pouvait lire sur le paquet de feuilles subrepticement déposées sur les tables du forum, et aussitôt recueillies par les sbires du MEQ.

«Un message du cabinet nous parvient, a prévenu l'animatrice de l'atelier où nous nous trouvions. *Un faux communiqué de presse attribué au ministre circule et le cabinet tient à s'en dissocier entièrement»*, a-t-elle ajouté.

Il n'en fallait pas plus pour que la marmite, déjà sous haute pression, explose. Harangué de toutes parts, déjà fortement contesté avant le forum pour avoir entretenu le doute, pressé de se prononcer clairement sur ses intentions plutôt que d'entretenir un flou artistique insupportable et malsain, enguirlandé par 2000 protestataires ouvertement choqués d'avoir été victimes d'indifférence, le ministre Pierre Reid a peut-être senti qu'il ne pouvait plus perdre aucun appui.

Dans son discours devancé d'une heure au moins par rapport au programme initial, le ministre a déroulé le tapis de l'autonomie aux cégeps, qui en avaient réclamé encore plus que ce qu'on leur a livré. Dans les *«zones d'évolution possibles»*, Pierre Reid a choisi d'abord d'évoquer *«l'autonomie des collèges et le déploiement de leur personnalité»*. Rien ne fait l'objet encore d'une décision ferme, a-t-il précisé ensuite clairement, mais la porte est ouverte à une diversité des manières de faire, clairement guidées par des impératifs de nature démographique ou financière.

Au cours des débats qui avaient ponctué l'atelier sur le modèle des collèges, il était vite apparu que les collèges s'étaient donné le mot et avaient enfoncé le clou de l'autonomie et de la décentralisation. Plus de pouvoirs, à la manière des universités, sont-ils tous venus revendiquer un à un, provoquant les hauts cris chez les étudiants et le corps enseignant.

«Les collèges doivent être autonomes, veiller à leur propre destinée», a indiqué à ce sujet le président du conseil d'administration du Collège Heritage, en Outaouais, Pierre Roberge. *«Décentraliser, mais avec un mécanisme d'autorégulation pour éviter les dérapages.» «La vraie question, c'est jusqu'où on décentralise et comment on encadre l'opération»*, a ajouté le directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Henri Bourque.

La décentralisation

Les enseignants, quant à eux, ne voient pas d'un bon œil ce vent de décentralisation, ni non plus les étudiants. *«On nous a fait peur avec le scénario de l'abolition des cégeps et on va venir nous rassurer avec la moins pire des deux propositions, la décentralisation?»*, demande l'enseignant de littérature Daniel Loiselle, qui a participé à l'événement de mercredi sur l'importance de maintenir la formation générale au cégep. *«C'est un débat piégé»*, a-t-il ajouté.

Plusieurs questions restent en effet sans réponse, et ce, malgré un discours étonnamment touffu pour une fin de forum: de quelle manière s'articulera l'autonomie des collèges? La formation générale, même si elle est protégée, pourrait-elle prendre diverses formes? Les collèges de région, aux prises avec des chutes de clientèle et des problèmes financiers, pourront-ils s'associer aux écoles secondaires et à l'université, si ça leur chante? Comment régulera-t-on les mouvements de personnel d'un ordre d'enseignement à l'autre? Les cégeps deviendront-ils si disparates que certains y gagneront au détriment des autres? La 6e secondaire jumelée au bac de quatre ans sera-t-elle possible? Et si l'on devait marier les formations technique et professionnelle, qui en aurait la responsabilité?

«Ce n'est qu'un début, ce forum-là, ce n'est pas une fin, c'est un triste sort qu'on nous réserve de la part de ce ministre-là, mais il va nous trouver sur son chemin», a déclaré le président de la CSQ, Réjean Parent, à l'issue de l'événement. *«Dans le moment, il refuse d'assumer son leadership, il n'est pas fiable au conseil des ministres pour aller chercher de l'argent. Il va falloir se demander si on a le bon ministre, s'il est en mesure d'assurer l'éducation des jeunes; il ne nous a rien démontré jusqu'à présent.»*

Syndicats courroucés, étudiants vexés, le Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial laisse plus d'une miette. Mais la conséquence la plus grave demeurera peut-être la division profonde qu'a provoquée la tenue du forum au sein du réseau de l'éducation. Si des rapprochements devaient être envisagés, il serait difficile de travailler dans l'harmonie: commissions scolaires, universités et collèges donnent en effet l'impression d'être sur un champ de bataille.

Le Devoir

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Commissions scolaires, universités et collèges donnent l'impression d'être sur un champ de bataille.

Michel David

Bulletin ministériel

Quand un gouvernement atteint des sommets d'impopularité, aucun de ses membres ne peut prétendre à un A. Benoît Pelletier a néanmoins pris de l'assurance au cours des derniers mois. Dans le dossier autochtone, il est vrai que les bourdes répétées de son collègue de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, l'ont fait bien paraître, mais il a réussi à maintenir le dialogue. Il peut également se féliciter que son Conseil de la fédération ait contribué à mettre la question du déséquilibre fiscal à l'ordre du jour. **B**.

La démission de Marc Bellemare a valu une promotion-surprise à Jacques Dupuis. L'absence de controverse depuis sa nomination à la Justice constitue une amélioration en soi. Ses fonctions de leader parlementaire ne l'ont pas tenu très occupé, mais son projet de réforme du règlement de l'Assemblée nationale a été bien reçu. En revanche, la réforme du mode de scrutin s'approche dangereusement des tablettes. **B**.

Pour une deuxième année de suite, Line Beauchamp a réussi à préserver le secteur culturel du couperet budgétaire. Dans les circonstances, c'est presque un exploit. Lui confier la coprésidence des sommets régionaux constituait une marque de confiance, même si l'opération sentait l'improvisation à plein nez. **B**.

Michelle Courchesne a fait preuve de courage en présentant, malgré les cris de vierge offensée poussés par l'opposition, un projet de loi qui permettra au gouvernement d'exercer un meilleur contrôle sur la provenance des immigrants. Elle a également réussi à récupérer les sommes qui avaient été coupées à l'intégration linguistique des immigrants. **B**.

Vivement critiqué pour son retard à publier le plan de lutte contre la pauvreté, Claude Béchard a finalement livré la marchandise. Il soutient avoir fait accepter les conditions du Québec lors des négociations avec Ottawa sur les congés parentaux, mais on jugera sur pièce. Il gagnerait en crédibilité s'il s'entêtait moins souvent à nier l'évidence. **B-**.

◆ ◆ ◆

Le nom de Philippe Couillard revient régulièrement dans la bouche de ceux qui cherchent déjà un successeur à Jean Charest. La crédibilité du ministre de la Santé ne semble pas avoir trop souffert de la mauvaise foi avec laquelle il a prétendu que le gouvernement avait tenu ses engagements envers le réseau de la santé, mais il commence à prendre des airs de technocrate. Son projet de loi créant un commissaire à la santé s'est enlisé. **B-**.

Aux Finances, Yves Séguin semble recouvert d'une épaisse couche de téflon. Même Françoise David a trouvé des mérites à un budget qui constituait pourtant une violation flagrante des promesses électorales du PLQ. Ses interventions intempestives exaspèrent les conseillers du premier ministre Charest, mais il est un des rares à donner encore l'impression de se soucier des «valeurs libérales». **B-**.

De retour après une longue absence, Yvon Marcoux a mis un frein au projet de remise en question du régime du *no fault* que caressait son collègue de la Justice, Marc Bellemare, provoquant de ce fait son départ. Il faut sans doute lui en être reconnaissant. Sous couvert de modifications aux règles comptables, le ministre des Transports semble toutefois préparer le terrain pour des hausses substantielles des tarifs de l'assurance-automobile. **B-**.

De son propre aveu, Monique Jérôme-Forget a dû mettre un frein à ses projets de «réingénierie», qu'elle a réussi à rendre un peu moins effrayants. La présidente du Conseil du trésor s'efforce maintenant de manier le couperet avec le sourire. Mieux encore, elle n'a agressé aucune vendeuse au cours des derniers mois. C'est déjà un progrès. **C**.

Michel Audet a jeté sur papier les bases d'une nouvelle vision du développement économique régional, mais les résultats concrets restent à venir. Grâce à une conjoncture favorable, les chiffres globaux de création d'emplois sont assez réjouissants, mais les problèmes se multiplient en région. À l'Assemblée nationale, la performance de M. Audet ne s'améliore pas non plus. **C**.

À entendre Monique Gagnon-Tremblay, l'élection d'un gouvernement fédéraliste dispense le Québec d'avoir une politique digne de ce nom en matière de relations internationales. L'aimable vice-première ministre fait plutôt dans les relations publiques. **C**.

Après le débat houleux sur les modifications de l'article 45 du Code du travail, Michel Després a été nettement moins occupé. Nommé ministre responsable de la région de Québec par intérim, il est resté à l'écart du débat sur les défusions. **C**.

Sa collègue à l'Agriculture, Françoise Gauthier, qui avait été quelque peu malmenée l'automne dernier lors de la crise de la vache folle, a également connu une session tranquille. **C**.

Lawrence Bergman a apporté plusieurs adoucissements à son projet de «police de l'impôt», qu'il avait dû retirer en décembre dernier. Le ministère du Revenu est de ceux dont il est préférable d'entendre parler le moins possible. **C**.

◆ ◆ ◆

Thomas Mulcair est un bel exemple de «grand parleur, petit faiseur». Le renvoi du projet du Suroît à la Régie de l'énergie lui a permis de pavoiser aux frais de son malheureux collègue des Ressources naturelles, Sam Hamad. Le ministre de l'Environnement semble toutefois considérer l'opposition aux minicentrales comme un trip d'écolos du Plateau Mont-Royal. Il a recommandé la levée du moratoire sur les nouvelles porcheries, même s'il dit ignorer quel niveau de production peut devenir nuisible à l'environnement. **C-**.

Pierre Reid constituait déjà une déception. Il n'a pas fait remonter sa cote avec la commission parlementaire sur le financement des universités. Incapable d'obtenir de nouveaux fonds, le ministre de l'Éducation a plutôt choisi d'augmenter l'endettement étudiant. À l'issue du Forum sur les cégeps, où il a été attaqué de toute part, ses intentions semblent moins claires que jamais. **D**.

Jean-Marc Fournier n'a pas réussi à calmer la fureur défusionniste. La loi 9 a été perçue comme une trahison par ceux qui espéraient un retour au *statu quo ante* tandis que les nouvelles villes ont l'impression d'avoir été abandonnées à elles-mêmes alors que le premier ministre disait en souhaiter la réussite. Ayant adopté une attitude strictement légaliste, M. Fournier ne semble aucunement préoccupé par l'avenir. **D**.

Une session épouvantable pour le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, qui semble lui-même devenu un obstacle à un règlement de la crise à Kanesatake. En sursis jusqu'au prochain remaniement ministériel. **E**.

ÉDITORIAL

Un budget bleu

On a beaucoup commenté les déclarations de certains candidats conservateurs sur les questions morales, mais on ne s'est pas arrêté aux propositions de ce parti en matière de fiscalité. Or, si on se fie à la plate-forme rendue publique la semaine dernière, nous sommes loin d'avoir affaire à la réédition de la «révolution du bon sens» de Mike Harris.

Avec la perspective de l'élection d'un gouvernement minoritaire, les engagements conservateurs dans le domaine budgétaire méritent qu'on s'y arrête. Le parti de Stephen Harper étant l'héritier d'un croisement entre deux organisations de droite, personne ne sera surpris de retrouver des propositions, ou des omissions, caractéristiques de la mouvance néolibérale dans la plate-forme conservatrice. Ainsi, on pourra lire de longs passages sur la répression du crime, mais on cherchera en vain quelque projet de bonification de l'assurance-emploi.

Cela étant, la plate-forme conservatrice n'annonce pas de revirement radical en matière de financement de la santé et des programmes sociaux, de transferts aux individus ou aux provinces. Si les conservateurs étaient portés au pouvoir, il y aurait bien quelques baisses d'impôt, mais elles seraient plutôt modestes — à peine 1,6 milliard l'an prochain pour tout le pays — et concentrées dans la classe moyenne. Aux ménages à revenu modeste, on promet d'accroître de 25 % leur crédit de TPS. Par ailleurs, on s'engage aussi à éliminer la partie de cette taxe calculée sur l'autre taxe fédérale sur l'essence et de l'éliminer complètement sur la portion du prix de l'essence qui dépasse les 85 ¢ le litre. Le genre de bonbon électoral un peu bête mais sans conséquence.

Jean-Robert Sansfaçon

Pour les familles, les conservateurs s'engagent à rétablir une déduction fiscale de 2000 $ par enfant, une mesure d'équité que les libéraux avaient abolie au profit de crédits d'impôt réservés aux seules familles à revenu inférieur à la moyenne. Dans le dossier de l'assurance-emploi, on entend réduire les cotisations afin d'éliminer les excédents annuels qui, sous les libéraux, ont servi à mille autres fins politiques que le financement du régime.

Les entreprises auraient aussi droit à une baisse d'impôt de un milliard la première année, mais seulement à partir de 2006-07 et financée en totalité par une réduction des subventions deux fois plus importante.

En somme, les conservateurs ne nous disent peut-être pas tout, mais ce qu'ils s'engagent à faire en matière fiscale se limite à corriger certains excès des libéraux. Si un gouvernement Harper respecte ses promesses, les contribuables canadiens paieront 16,5 milliards de moins par année dans quatre ans, mais compte tenu de la croissance prévue des revenus de 38 milliards cette même année, vaut mieux une baisse d'impôt qu'une hausse équivalente des dépenses fédérales! D'autant que, loin de diminuer, ces dépenses fédérales auront quand même suivi une pente ascendante évaluée à 3 % par année à cause des engagements en santé et en défense. Ce qui est moins que la moyenne de 7 % enregistrée par les libéraux au cours des quatre dernières années, mais qui s'en plaindra?

D'un point de vue québécois, la plate-forme conservatrice fait peu de place à une correction structurelle du déséquilibre fiscal, mais les engagements à réduire les impôts, à ralentir la croissance des dépenses et à éliminer les scandaleux excédents budgétaires devraient freiner l'ardeur du gouvernement fédéral à vouloir s'immiscer dans les programmes de compétence provinciale. De cela aussi, qui osera se plaindre?

Les dollars de Reagan

Au cours d'un échange avec l'ex-secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, qui contestait les choix budgétaires de la Maison-Blanche, le vice-président Dick Cheney a eu cette formule: *«Reagan a fait la preuve que les déficits ont peu d'importance.»* Cette anecdote a ceci d'éclairant qu'elle est l'illustration parfaite du retour des *reaganomics* sur la scène depuis l'intronisation de Bush fils comme président des États-Unis. Succinctement, cette politique consiste avant tout à multiplier les déductions fiscales en espérant que la masse monétaire ainsi libérée dopera l'activité économique.

On le sait, cette recette a été appliquée par l'administration Reagan au cours de ses deux mandats. Résultat? Lorsqu'il est arrivé à la Maison-Blanche, les États-Unis étaient le premier créancier du monde; lorsqu'il a quitté l'endroit, les États-Unis étaient le débiteur le plus important au monde. À titre indicatif, on soulignera que pour l'exercice financier de 1983, le déficit creusé avait été de 6 % du PIB. Un record!

Serge Truffaut

Pour ce qui est de l'activité économique, il est exact que les privilèges fiscaux accordés ont eu l'effet escompté, mais pas là où on l'avait souhaité. Selon une étude réalisée par des économistes de l'université Warwick, en Grande-Bretagne, les entreprises qui, toutes proportions gardées, ont le plus profité de la manne fiscale étaient surtout européennes. Ces chercheurs ont constaté que les Américains achetaient des BMW ou des Mercedes plutôt que des Ford ou des GM, des produits Gucci ou St-Laurent plutôt que Ralph Lauren ou Donna Karan. Bref, cette politique s'est avérée, en partie il est vrai, une subvention inattendue aux entreprises européennes du luxe.

Par contre, ce parti pris économique introduit par Reagan et adopté par Bush a un effet pernicieux pour les investisseurs européens et asiatiques, principalement japonais. Tout un chacun étant bien conscient que l'économie américaine est la locomotive, personne ne peut la laisser tomber. De fait, les coffres de plus d'un pays européen et du Japon regorgent de bons du Trésor américain. Plus que tout autre pays, l'Allemagne est particulièrement irritée par l'inconscience budgétaire de Bush. Pourquoi? Pour chaque dollar qu'elle voudrait investir pour moderniser l'infrastructure de l'ex-Allemagne de l'Est, elle doit en conserver une portion afin de soutenir l'économie américaine. C'est ce que de Gaulle qualifiait de *«privilège exorbitant»*.

En adepte des *reaganomics*, Bush a suivi à la lettre ces préceptes avec un zèle annonçant des lendemains passablement difficiles pour la jeune génération. Coup sur coup, il vient de battre des records. Lesquels? Les déficits. Pour l'exercice fiscal en cours, on calcule que le déficit fédéral avoisinera les 450 milliards. Pire, selon l'hebdomadaire *Business Week*, qu'on ne peut accuser de délire gauchisant, sa promesse consistant à réduire de moitié le déficit d'ici l'an 2008 est irréalisable. La raison? Les trois dernières années de *reaganomics* ont plombé les comptes publics de manière beaucoup plus prononcée qu'on l'envisageait.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS
Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LETTRES

Question de valeurs

Après de longues luttes politiques et judiciaires pour faire respecter la communauté gaie et lesbienne dans le domaine des droits fondamentaux, voici qu'un politicien de l'Alberta qui veut retenir les votes des *rednecks* de sa province d'origine, des «autruches» qui refusent la réalité et des homophobes, veut revenir en arrière et annuler le renvoi en Cour suprême de l'avant-projet de loi sur le mariage gai et, pire encore, veut revenir sur la loi qui interdit la propagande haineuse envers les homosexuels (*Le Devoir*, 8 juin 2004, page A 3)!

Avant même de prendre le pouvoir, ce qui l'intéresse, c'est d'enlever des droits aux Canadiens. Il faut le dénoncer haut et fort et l'empêcher de diriger ce pays avec de telles valeurs qui ne correspondent pas du tout aux valeurs québécoises et canadiennes. Un chef de gouvernement digne de ce nom doit respecter la Charte canadienne des droits (la loi fondamentale au-dessus des autres lois) grâce à laquelle ces droits fondamentaux ont été reconnus. Qu'il évolue et respecte tous les Canadiens, c'est la seule solution qu'il lui reste!

Michel Gélinas
Québec

Radio-Canada... radio d'État?

Depuis l'annonce de la décision de la télé de Radio-Canada de retirer en partie de ses ondes *La Soirée du hockey* dans la langue de Molière, une certaine nostalgie m'habite.

Encore faut-il se souvenir que la culture québécoise a été nourrie par ses héros sur deux lames accompagnés par la passion des Lecavalier, Duval et Quenneville. Pensons aussi aux Richard, Béliveau, Lafleur et Roy qui ont su transmettre à plusieurs générations le désir de vaincre, nous peuple québécois trop souvent paralysé par la domination anglaise. Malheureusement, l'histoire semble vouloir encore se perpétuer dans le temps. Un silence inquiétant s'installe, autant dans la classe politique que dans les médias, comme si tout était joué d'avance. Ne minimisons surtout pas la force tranquille du symbole, en l'occurrence celui du CH, qui nous permet et nous a permis de croire en nous et qui devient rassembleur à ses heures. Après tout, les grandes nations n'ont-elles pas toutes leurs héros, tant sportifs que culturels?

Faut-il comprendre que *La Soirée du hockey* devient menaçante pour une nation en devenir dans un contexte électoral bien particulier? J'ose espérer que non car les futures générations sont en train de perdre une tradition qui était bien ancrée dans les mœurs.

François Bellefeuille
Lachine

REVUE DE PRESSE

Pourquoi les lesbiennes devraient hésiter à voter libéral...

Antoine Robitaille

La presse du Canada

L'avortement: en cette période électorale, le ROC semble beaucoup plus sensible à ce thème que le Québec. À preuve, le *National Post*, aux tendances conservatrices évidentes, publiait en page couverture hier la chronique de Colby Cosh, lequel abordait la question de façon oblique, comme à son habitude. Il lançait l'affaire par une question énigmatique: *«Quel parti politique canadien s'est battu à la Chambre des communes pour limiter de façon draconienne les choix des femmes en matière de reproduction, ce printemps?»* Surprise: le Parti libéral du Canada! Eh oui, *«ce même parti dont le dernier message publicitaire, diffusé pour la première fois mercredi, affirme que son principal opposant* [Stephen Harper] *"ne protégera pas le libre choix des femmes dans ce domaine"».*

Cosh parle de la loi C-6 sur la reproduction assistée, adoptée le 29 mars et qu'on a surtout présentée comme la loi prohibant le clonage. Peu ont remarqué que cette loi restreignait considérablement l'éventail du choix des femmes en matière de reproduction, soutient Cosh, car *«elle interdit la vente de sperme et d'ovules et prohibe tout contrat de mère porteuse»*. Or, souligne le chroniqueur au crayon gras: *«M. Martin a voté pour cette loi.»* Et alors? Il s'explique: *«Le premier ministre défend le droit d'une femme de tuer l'embryon qu'elle porte mais nie le droit de cette même femme à en porter un, moyennant rétribution, pour le bénéfice d'une famille.»* De même, poursuit-il, *«le premier ministre défend la souveraineté absolue de la femme sur son utérus si elle souhaite se débarrasser du bébé qui y croît, mais il s'y oppose si cette même femme désire qu'on y loge un ovule fécondé»*. Cosh, lui, estime être *«plus cohérent»* que Paul Martin et *«qu'un bon nombre de Canadiens»*: il se proclame totalement *«pro-choix»*. Pro-choix non seulement sur la question de l'avortement mais aussi sur celles des *«mères porteuses, de la vente d'ovules et tout le reste»*. Sinon, il y a deux poids, deux mesures: *«S'il est éthiquement acceptable de tuer quelque chose* [l'embryon], *il est assurément acceptable de le vendre. Tout spécialement si, en le vendant, cela peut l'empêcher d'être tué.»*

Or la loi C-6, note Cosh, a fait plaisir à tout le monde sauf à ceux qui se trouvent directement concernés: *«les couples souffrant d'infertilité et les praticiens du domaine de la santé»*. Ces derniers jugent que *«cette loi est un désastre»*. Avant qu'elle ne soit sanctionnée, écrit Cosh, la principale source de sperme, c'était *«les importations privées en provenance des États-Unis»* puisque, au Canada, très peu d'hôpitaux ont les moyens de *«financer une telle cueillette de semence ainsi que les tests nécessaires pour en vérifier la qualité»*. Avec la loi C-6, cette source se trouve tarie *«puisqu'elle est illégale»*. Et Cosh lance ce commentaire à peine ironique: *«Cela devrait faire réfléchir tous ces couples de nouvelles mariées lesbiennes sur l'opportunité de voter libéral.»* Si le Canada profite du *«tourisme gay»* en raison de son ouverture à l'égard du mariage gay, les États-Unis, eux, sont en passe de voir déferler chez eux, en raison de la loi C-6, des hordes de *«touristes de la reproduction»* canadiens.

◆ ◆ ◆

Ted Byfield, dans le *Calgary Sun*, s'attaquait dimanche dernier à la *«féminarchie»*. Ce pouvoir particulier, nous l'avons subi depuis si longtemps, selon lui, qu'il nous semble pour ainsi dire normal, *«comme les moustiques en été»*. Autrement dit: quelque chose qui *«nous énerve mais qu'on cherche lorsque cela a disparu»*. Mais qu'est-ce au juste que cette féminarchie? *«Ce n'est pas seulement les féministes*, précise Byfield. *C'est la grande coalition des lobbys féministe et gay qui ont dicté depuis des années les politiques sociales des libéraux, des conservateurs, du Bloc québécois, du NPD et de la Cour suprême du Canada, autant que les politiques d'embauche de nos universités et le contenu de presque tous nos programmes scolaires.»* Le chroniqueur estime que la féminarchie a empêché Conrad Black de *«créer un journal rival au* Globe and Mail», ce pour quoi le *Globe «la récompense à peu près quotidiennement dans ces pages»*. Harper, dit Ted Byfield, est une menace pour la féminarchie, laquelle le sent et *«cherche à le démoniser»*.

Byfield fait ensuite remarquer que depuis environ cinq ans, nous entendons des féministes vieillissantes dire que *«les jeunes femmes ne reprennent pas le flambeau»*. Ils sont en partie à la source de ce phénomène, dit-il. En effet, *«les valeurs politiques tendent à se transmettre d'une génération à l'autre. Or la féminarchie s'est fait un point d'honneur de ne pas avoir d'enfants ou alors de les tuer discrètement si certains d'entre eux tentaient de faire irruption sans avoir été invités. Maintenant que la féminarchie a besoin de descendants, il n'y a personne»*, conclut Byfield.

◆ ◆ ◆

«Inquiétant et terrifiant. Répugnant et affreux. Ce ne sont là que quelques-uns des adjectifs lancés par le gratin libéral en référence aux commentaires faits par certains conservateurs sur l'avortement, le mariage gay et le recours à la clause dérogatoire», notait Licia Corbella hier, encore dans le *Calgary Sun*. Les plus récents sondages, écrit ensuite la chroniqueuse, indiquent que les Canadiens ne sont pas impressionnés par les propos *«disproportionnés»* des libéraux à propos des conservateurs. *«La perspective de vivre encore quatre années de plus de mensonges, de corruption et de mauvaise gestion libérale est sans doute ce qu'il y a vraiment de plus terrifiant.»*

◆ ◆ ◆

Il y a une transformation de la notion de municipalité, de nos jours. Cette semaine à Montréal, les maires des 22 plus grandes villes canadiennes ont martelé le discours selon lequel il ne faut plus les voir que comme de simples créatures des provinces. Au Québec, le processus des défusions consacre en quelque sorte cette idée, que la Cour suprême avait du reste refusée en se référant à la Constitution canadienne. Mais en Ontario, maintenant que toute possibilité de défusion est presque évaporée, le ministre des Affaires municipales John Gerretsen a présenté cette semaine un projet de loi qui *«forcerait Queen's Park à consulter les villes avant d'adopter quelque loi que ce soit les concernant»*. Le *Toronto Star* affirmait hier que tout cela relève du bon sens: *«N'est-il pas évident que les divers ordres de gouvernement devraient se parler?»* Non: sous les conservateurs de Mike Harris, dit le *Star*, *«les villes ont été constamment bousculées par le pelletage de services de la part du provincial et par l'adoption de nouvelles réglementations coûteuses»*. Cette attitude, inacceptable selon le *Star*, sera interdite par la nouvelle loi, qui peut dès lors être considérée comme un élément de cette *«nouvelle entente»* entre les gouvernements supérieurs avec les villes, promue par les maires et certains politiciens fédéraux.

IDÉES

Élections fédérales

Un parti pris pour la gauche: Paul Martin et Jack Layton sont-ils à la hauteur?

ALAIN-G. GAGNON
Titulaire, chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, UQAM, et co-auteur de l'ouvrage Partis politiques et comportement électoral au Canada (Boréal, 2002)

JACQUES HÉRIVAULT
Coordonnateur, chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, UQAM

Les différents sondages qui déferlent depuis le début de cette campagne indiquent que nous nous dirigeons, à moins d'un revirement spectaculaire, vers l'élection d'un gouvernement fédéral minoritaire le 28 juin. La dernière semaine de campagne au Québec ayant été largement consacrée à la question de la balance du pouvoir et au gouffre idéologique qui sépare le Bloc québécois (BQ) du Parti conservateur (PC), il nous apparaît qu'un examen des intérêts du Québec dans le cas d'un gouvernement minoritaire canadien exige notre attention. Un gouvernement minoritaire véritablement de centre gauche est encore possible, souhaitable même.

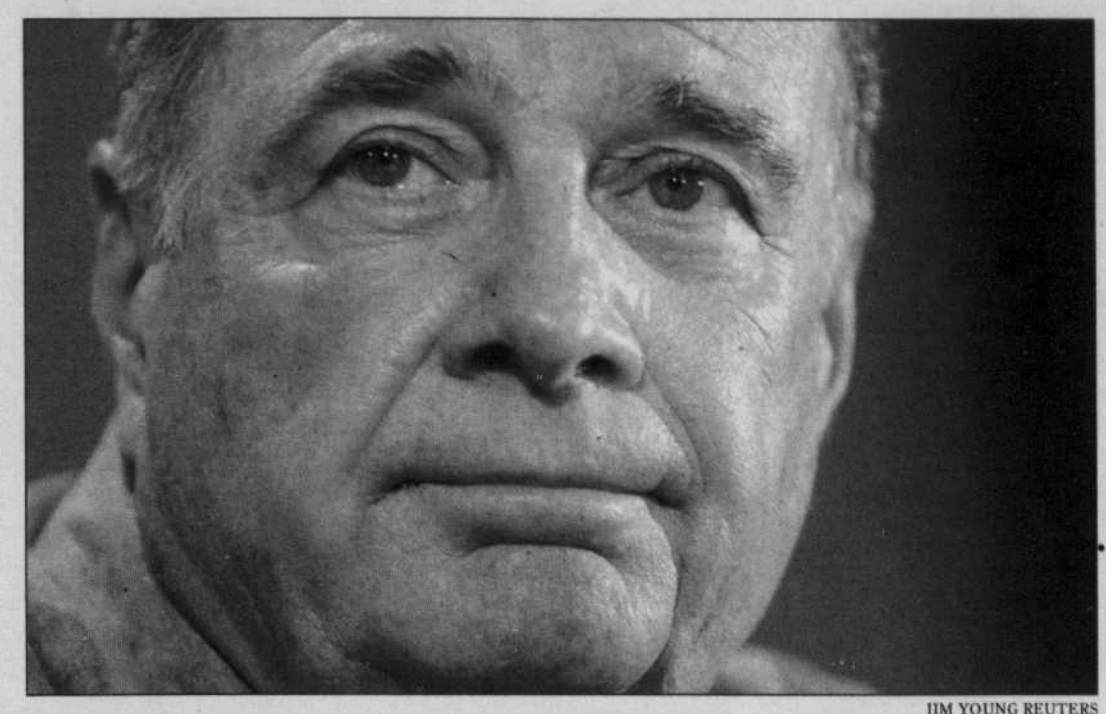
Beaucoup évaluent les différentes options de coalition, d'alliance et d'accord entre les différents partis pour pouvoir déceler le type de gouvernement qui sera mis en place. Coalition formelle entre les libéraux et le Nouveau Parti démocratique (NPD) et appui potentiel du BQ au PC sont les deux scénarios le plus souvent évoqués.

Un autre scénario

En analysant les sondages de plus près, un autre scénario pourrait voir le jour le lendemain du scrutin du 28 juin, qui comporterait des avantages certains pour le Québec: un gouvernement de coalition PLC-NPD minoritaire. Si, au fil d'arrivée, le nombre de sièges recueillis par les libéraux et le NPD est supérieur à ceux du PC, Paul Martin pourrait légitimement conserver son poste de premier ministre, faisant valoir la pluralité des sièges de sa coalition et celle du vote populaire obtenu (environ 47 %, selon les sondages actuels, en additionnant les intentions de vote pour le PLC et pour le NPD). Il pourrait facilement argumenter que les Canadiens, y compris les Québécois, ont clairement rejeté un gouvernement de droite.

Cette situation aurait pu se présenter en 1979 lorsque Trudeau choisissait de céder sa place à Joe Clark. En effet, il aurait pu décider de se maintenir au pouvoir en formant une coalition avec Ed Broadbent, ce qui lui aurait procuré 140 sièges, soit deux de moins que la majorité et quatre de plus que le Parti progressiste-conservateur (PPC), tout en se réclamant de 58 % du vote populaire.

Une situation semblable s'est présentée lors des élections provinciales de 1985 en Ontario, qui ont vu David Peterson accéder au poste de premier ministre pour les libéraux, acceptant la coalition refusée par le PPC avec le NPD, alors qu'il avait obtenu moins de sièges que les conservateurs (PLO 48, PPC 52, NPD 25). C'est ainsi que fut mis en place un programme politique avant-gardiste aux chapitres de la santé et de la sécurité au travail, de la formation de la main-d'œuvre pour les jeunes, de la construction de logements à prix abordables et de l'équité salariale.



JIM YOUNG REUTERS

Si, au fil d'arrivée, le nombre de sièges recueillis par les libéraux et le NPD est supérieur à ceux du PC, Paul Martin pourrait légitimement conserver son poste de premier ministre.

Certes, Peterson a gouverné avec une coalition majoritaire, mais ces deux exemples servent à illustrer que ce n'est pas nécessairement le parti ayant obtenu le plus de sièges qui accède automatiquement au pouvoir. Le système britannique de gouvernance, on l'oublie trop souvent, est fondé sur la convention de l'acceptabilité de la légitimité de gouverner et non pas sur un simple calcul du nombre de sièges.

Profitable pour le Québec

Alors qu'il est difficile d'évaluer l'impact sur le Québec des gouvernements minoritaires conservateurs récents puisqu'ils ont tous été de courte durée (Diefenbaker en 1957 et en 1962 s'est maintenu au pouvoir pendant moins d'un an et Clark en 1979 à peine neuf mois), les cas des gouvernements minoritaires de Pearson, qui ont duré de 1963 à 1968, ont été plus que fructueux sur les plans institutionnel, politique et social, tout en ayant le mérite de prendre en compte la volonté autonomiste québécoise.

La Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-68), qui a clairement établi à l'époque que le Canada devait fondamentalement être un dialogue entre les deux nations fondatrices, découlait de sa propre façon d'envisager le Québec comme une «nation à l'intérieur d'une autre nation» et son engagement en faveur du fédéralisme asymétrique.

D'un point de vue administratif et institutionnel, Pearson a mis en pratique cette vision en se montrant favorable au droit de retrait avec pleine compensation financière pour le Québec et au transfert de points d'impôt. D'un point de vue social, les avancées ont été remarquables et toujours dans le respect de l'autonomie québécoise. Pensons au Plan de pension du Canada qui, avec le droit de retrait pour le Québec, a permis la mise sur pied du Régime des rentes du Québec et de la Caisse de dépôt et placement; et n'oublions pas le régime de santé accessible, gratuit et universel financé à parts égales par le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.

Nous sommes fort loin des visées centralisatrices au chapitre de la gouverne et des attitudes réductionnistes de l'identité québécoise véhiculées trop souvent aujourd'hui par le PLC et le NPD.

Une occasion à saisir

Même si les conservateurs clament sur toutes les tribunes qu'ils épousent une doctrine stricte de respect pour le partage des compétences et pour l'autonomie des provinces et qu'ils reconnaissent l'existence du déséquilibre fiscal, un appui à la pièce de la part du Bloc au menu législatif à venir d'un gouvernement conservateur minoritaire demeure une recette pour de nouvelles élections à très court terme. Comment le BQ pourrait-il appuyer un budget fédéral encore moins généreux que celui préparé par Paul Martin en 1996? Pourrait-il vraiment accepter de le faire en échange d'un règlement financier pour les congés parentaux et des correctifs apportés au déséquilibre fiscal? Le BQ pourrait-il accepter de revenir sur Kyoto en échange d'une politique moins contraignante sur les jeunes contrevenants? Nous nous permettons d'en douter...

Nous sommes d'avis que, si le BQ appuyait à la pièce les volontés législatives d'une coalition minoritaire PLC-NPD, il serait possible de faire revivre l'esprit pearsonien d'il y a 40 ans et de le faire durer bien au-delà de dix petits mois. Non seulement un programme progressiste soucieux de la différence québécoise pourrait être véritablement mis en œuvre, mais il est certain que la politique étrangère d'une telle coalition serait plus en harmonie avec les intérêts du Québec que celle pouvant émaner du PC.

Puisque le Bloc est en bonne voie de faire élire plus d'une cinquantaine de députés avec un programme électoral nationaliste de gauche, une occasion inédite et extraordinaire pourrait lui être présentée le 29 juin. Nous pensons que Gilles Duceppe est à la hauteur de ce défi, mais Paul Martin et Jack Layton en auront-ils le courage?

Le jour J... et le discours incohérent des politiciens

ANDRÉ LAREAU
Professeur à la faculté de droit de l'Université Laval

En ces jours de commémoration de la contribution des anciens combattants aux efforts de guerre, il n'est pas sans intérêt de rappeler que notre gouvernement fédéral a récemment livré son propre combat contre ces mêmes personnes dont il fait l'éloge en refusant de leur verser des sommes qui leur étaient dues et en modifiant une loi de façon rétroactive afin de se soustraire à toute obligation. Une pratique légale selon la Cour suprême mais discutable d'un point de vue moral et social.

Voici donc l'histoire de Joseph Patrick Authorson, né en Ontario en 1914, qui s'est enrôlé dans les Forces armées canadiennes en 1939. Il est devenu invalide pendant la Seconde Guerre mondiale à la suite d'une maladie mentale, séquelle de la guerre.

M. Authorson ainsi que des milliers d'anciens combattants avaient le droit de recevoir une pension d'ancien combattant de l'État fédéral. Le ministère des Anciens Combattants (MAC) gérait ces fonds pour le compte de ceux qui étaient réputés incapables de les gérer eux-mêmes.

10 000 comptes

Dans ces situations, les chèques de l'ancien combattant étaient déposés dans le compte général du gouvernement et le suivi de ces fonds se faisait comme s'ils étaient détenus dans un compte affecté à une fin particulière au nom de l'ancien combattant. Parfois, des fonds provenant de sources privées, comme des héritages, étaient déposés dans le compte affecté à une fin particulière. Le fonctionnaire chargé d'administrer le compte effectuait des paiements au nom de l'ancien combattant. Si l'ancien combattant devenait capable d'administrer ses affaires, il reprenait le contrôle du fonds, qui pouvait alors représenter des sommes colossales.

Dans les années 70 et 80, environ 10 000 comptes affectés à une fin particulière étaient gérés de la sorte par le MAC. Aujourd'hui, en raison de l'écoulement du temps et de la tendance à nommer plutôt des administrateurs privés, il en existe moins de 1000.

M. Authorson a ainsi reçu de telles prestations de pension et des allocations pour soins médicaux pendant 40 ans. Ces montants ont été gérés par le MAC. Les sommes qui se trouvaient à son compte lui ont été versées en 1991, soit 117 916 $ au titre de ses prestations de pension et de ses allocations de traitement ainsi que le montant de 166 248 $, constitué de fonds personnels.

Le gouvernement a failli à sa tâche de gestionnaire

Toutefois, tout comme pour les autres anciens combattants, ces fonds, gérés par le MAC, n'ont pas été investis et, par conséquent, n'ont produit aucun intérêt. Jusqu'en 1990, lorsque les sommes étaient remises à leur bénéficiaire, il était rare que le gouvernement verse des intérêts sur ces fonds. Diverses enquêtes gouvernementales échelonnées sur plusieurs décennies ont abordé ce problème du non-paiement d'intérêts de sorte qu'en 1990, le MAC a commencé à verser des intérêts sur ces comptes.

Constatant l'ampleur des intérêts véritablement payables, on parle possiblement d'un milliard de dollars, et, sans nier que la somme était bel et bien due, le gouvernement conservateur de 1990, alors dirigé par Brian Mulroney, a simplement modifié la Loi sur le ministère des Anciens Combattants afin de préciser que les demandes visant les intérêts afférents aux sommes gérées avant 1990 étaient dorénavant irrecevables.

En termes clairs, le gouvernement a failli à sa tâche de gestionnaire de ces sommes en négligeant de les faire fructifier et, au lieu de reconnaître son erreur et de payer les sommes dues aux anciens combattants, il a simplement modifié la loi rétroactivement afin de tenter de couvrir son inaction et de valider son refus.

Au nom d'un groupe de demandeurs composé d'anciens combattants invalides, M. Authorson a poursuivi l'État fédéral afin de recouvrer ces intérêts. Les procureurs de l'État fédéral, alors dirigé par un gouvernement libéral, n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de décourager M. Authorson dans sa poursuite.

À la suite de nombreuses péripéties judiciaires, les deux premières instances ont donné raison à M. Authorson alors que la Cour suprême du Canada, en juillet 2003, a mis un point final au litige en rejetant le recours de M. Authorson et en validant la loi qui effaçait la dette du gouvernement fédéral.

Du matériel pour la vérificatrice

La cour, malgré la compassion qu'elle éprouvait pour ce groupe vulnérable qui s'est fait déposséder de ses biens, a en effet constaté que la loi avait été adoptée par le législateur fédéral dans le cadre de ses pouvoirs et qu'aucun principe de droit ne lui permettait d'intervenir pour renverser la volonté des élus.

Voici un bref passage des termes employés par la cour: *«Des décennies d'intérêts sur leurs pensions et allocations sont dues à l'intimé et aux anciens combattants invalides qu'il représente. L'État ne conteste pas ces conclusions. Le législateur a toutefois décidé, pour des raisons qu'il n'a pas dévoilées, de refuser en toute légalité ces intérêts — dus en vertu de la common law, de l'"equity" ou d'une fiducie — aux anciens combattants envers lesquels l'État avait néanmoins une obligation de fiduciaire.»*

Pour conclure cette histoire (puisque toute histoire, bonne ou mauvaise, doit avoir une fin), M. Authorson, après sa démobilisation en 1943, a été hospitalisé dans divers hôpitaux psychiatriques et a subi une lobotomie préfrontale. Il ne s'est jamais marié et n'a pas eu d'enfant. Il est décédé en 2002.

Dans les récentes cérémonies commémorant le Jour J, j'ai pourtant cru entendre nos politiciens, M. Martin en tête de peloton, dire à ces anciens combattants à quel point le monde moderne leur est redevable... La vérificatrice générale aura certes du matériel pour son prochain rapport.

Denise Bombardier

La tentation

J'appartiens à une génération qui a cru à la politique et que la politique a comblée à 20 ans. Nous espérions le changement, nous rêvions d'une liberté, sans doute plus utopique que réelle, nous souhaitions une nouvelle éthique sociale et nous avions foi en l'avenir. Ces trésors nous furent offerts sans contrepartie. Des hommes politiques (peu de femmes à l'époque) commandaient notre admiration, travaillaient pour nous; ce qui explique notre sentiment d'avoir alors été compris et aimés de nos aînés. Ce fut là, dans ce terreau, que notre culture politique se développa. Les déceptions, les déchirements, les douleurs à vif de la trahison viendront plus tard. Dans ce contexte, le cynisme ne nous menaçait guère. Contrairement à ce qu'on nous avait enseigné au cours du siècle précédent, le ciel était dorénavant sur terre, et cette terre, nous pouvions la conquérir. À l'époque, lorsque nous débarquions dans la vieille Europe, nous étions souvent choqués par le cynisme ambiant, une réalité dont nous étions épargnés, nous qui n'avions de cesse de transformer notre pays que nous étions de plus en plus nombreux à vouloir affranchir. Le monde entier nous enviait nos premiers ministres, Trudeau le flamboyant et Lévesque le charismatique, dont l'intégrité imposait le respect et l'admiration. Le slogan «élections, piège à cons» ne faisait pas florès chez nous.

Le cynisme

La campagne électorale actuelle est à des années-lumière de cet esprit-là et le cynisme a envahi le champ politique, toutes classes d'âges confondues d'ailleurs. Voilà un héritage majeur du gouvernement Chrétien, dont on ne cesse ces jours-ci de vanter l'expérience, comme si le génie politique, incontestable dans le cas de l'ex-premier ministre, faisait soudainement disparaître l'arrogance d'une gouverne ajustée au bon plaisir du prince et de la république des copains. L'athéisme politique du présent électorat en est la conséquence. Dans cet environnement, il est incompréhensible de voir les candidats perpétuer le vieux truc des promesses électorales. Chaque nouvelle promesse annoncée semble convaincre davantage d'électeurs de la fourberie des politiciens. N'en jetez plus, la cour est pleine, a-t-on envie de leur crier. Et que dire des flous des uns et des autres, avec le résultat qu'un candidat en annule un autre du même parti que lui? Les programmes électoraux sont ainsi transformés en auberges espagnoles où les militants y trouvent ce qu'ils y apportent, renforçant du coup ce sentiment populaire voulant que la course au pouvoir ne repose que sur des ambitions personnelles dépouillées de toute conviction profonde. Comment résister au cynisme devant pareil étalage?

Et que dire du chantage sénatorial de ces récompensés qui menacent désormais de bloquer un éventuel gouvernement qui tenterait de remettre en question certaines lois? Ça n'est pas parce que ces membres de la haute chambre se portent à la défense de politiques progressistes que l'on doit applaudir à cette intervention de non-élus dont la quasi-majorité s'inquiète en fait de l'avenir du parti qui les a recyclés en pensionnaires de l'État. Il y a quelque chose de gênant dans cette façon de brandir un veto dont l'utilisation, comme celui du gouverneur général, devrait être plus symbolique que véritable.

Incrédulité

L'usure de l'intelligence et de la patience populaires est palpable. Les votes utilisés comme une nuisance, ainsi que les sondages l'annoncent, indiquent le degré d'incrédulité face à des discours qui sont autant de miroirs aux alouettes. La foi dans la capacité des hommes et des femmes qui sollicitent notre appui est remplacée par du scepticisme dans le meilleur des cas, car le cynisme en a atteint plusieurs. L'appui massif que s'apprêtent apparemment à donner au Bloc québécois tant d'électeurs chez nous ne peut tout de même pas être interprété comme une adhésion à un programme de gouvernement. De même, on peut imaginer que le Parti conservateur, s'il est élu, ne signifiera pas le triomphe d'une nouvelle droite morale mais bien plutôt l'expression du désabusement face à un Parti libéral dont l'ex-chef a pratiqué jusqu'au bout la politique de la terre brûlée. Jean Chrétien n'a pas seulement quitté la politique, il a réalisé, consciemment ou non, le rêve de tous ceux qui se croient indispensables dans leur fonction, de ceux qui se perçoivent irremplaçables. Le cynisme dont il a fait preuve dans sa carrière et qui a éclaté avec le scandale des commandites s'est répandu comme une maladie contagieuse. L'électorat aussi l'a attrapé. Par ailleurs, si Freud nous a éclairés sur le meurtre du père par le fils, Jean Chrétien, lui, nous enseigne comment tuer le fils. Car Paul Martin est en train de jouer son rôle de brebis sacrificielle. C'est peu dire que le pays fait face à ses démons d'un océan à l'autre.

denbombardier@earthlink.net

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (*redaction@ledevoir.com*) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), Jeanne Corriveau (*affaires municipales*), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) ; Josée Boileau (*éditorialiste, responsable de la page Idées*), Brian Myles (*justice et faits de société*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Jean-Pierre Legault (*pupitre édito, idées, perspectives et sports*), Isabelle Paré (*santé*); Pauline Gravel (*sciences*) ; Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*responsable des pages thématiques*); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Julie Carpentier, Paul Bennett (*pupitre cahiers spéciaux et culturels*), Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzetti et Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Tommy Chouinard et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebaï (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Daniel Bazinet (*responsable de la production*), Nathalie Zemaitis, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE,** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Gisèle Lenard, (*coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation*), MoniqueL'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Germain Haeck (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (*vice-président exécutif et directeur général*).

SCIENCES

EN BREF

La physique des yo-yo

(ASP) — Il existe aux États-Unis un ingénieur qui est consultant scientifique pour les plus grands fabricants de yo-yo. Donald W. Watson, surnommé «Capitaine Yo», a donné ce virage à sa carrière après s'être aperçu qu'il n'existait pratiquement aucune recherche scientifique sur le yo-yo. Il a donc pondu une série de cinq dépliants, le plus récent étant paru l'automne dernier, et il affirme en avoir vendu quelques milliers via Internet. Ce qu'on peut y lire? Des équations permettant de calculer la vitesse de rotation du yo-yo après une chute libre ou un lancer; et une «constante yo-yo» qui associe la vitesse de tournoiement avec les changements de direction.

Même les babouins peuvent être pacifiques

(ASP) — Chez les babouins, les mâles d'un groupe sont traditionnellement agressifs et passent leur temps à se battre pour avoir accès à la nourriture et aux femelles. Mais à la grande surprise des biologistes, si les mâles dominants d'un groupe meurent subitement, la hiérarchie qui se reconstitue peut fort bien être pacifique et tolérante. C'est ce qui s'est passé au Kenya: entre 1982 et 1983, les mâles dominants d'un groupe de quelques dizaines d'individus sont morts des suites de l'ingestion de nourriture contaminée. En 1986, avaient noté les biologistes de l'Université Emory d'Atlanta, les comportements agressifs du groupe avaient diminué de façon marquée. Or on se serait attendu à ce que l'arrivée de mâles venus de l'extérieur pour prendre la «place» vacante ramène les choses à la «normale»: il n'en a rien été. De 1993 à 1996, ces nouveaux se sont montrés aussi coopératifs que les anciens mâles de «rang inférieur». L'initiative en revient aux femelles, selon une étude parue dans *Public Library of Science Biology*: ce sont elles qui ont en quelque sorte atténué les conflits, notamment en amorçant des rapprochements avec les nouveaux, en faisant leur toilette et en passant plus de temps avec eux que ce qui se passe normalement dans d'autres groupes de babouins.

Le train magnétique: pas aussi silencieux que promis

(ASP) — Le train à lévitation magnétique, le Maglev, a bien des avantages mais pas celui d'être silencieux. Il est même plus irritant pour l'oreille des résidants que le train urbain conventionnel. C'est ce que révèle, à la surprise générale, une étude néerlandaise réalisée à partir d'enregistrements qu'on a fait écouter à des citoyens choisis parmi ceux qui n'ont jamais habité à proximité d'une voie ferrée. Faut-il parler de pollution par le bruit ou d'oreilles sensibles? Chose certaine, les résultats rapportés dans le *Journal of the Acoustical Society of America* vont à l'encontre de l'image traditionnelle de ce moyen de transport futuriste: les personnes interrogées par Joos Vos, de l'Institut de recherche néerlandais TNO, ont majoritairement jugé le bruit du Maglev plus *«perturbant»* que celui du train normal. *«À haute vitesse,* écrit Vos, *le son du maglev est similaire à celui d'un avion.»* Et ce n'est pas la première fois que des rapports font état du bruit qui dérange les résidants, a bien pris soin de souligner Joos Vos. Un argument qui pourrait peser lourd dans l'avenir du train magnétique. Des trains magnétiques roulent depuis quelques années, à titre expérimental, au Japon, en Allemagne et en Chine. La première ligne commerciale, construite par la compagnie allemande Transrapid, a été ouverte l'an dernier en Chine, entre la ville de Shanghaï et l'aéroport de Pudong. Le train magnétique a pour avantage d'être non polluant... et de battre des records de vitesse: 500 kilomètres à l'heure pour la ligne Shanghaï-Pudong.

11 000 ans sur une carte

(ASP) — Le Brésil s'est lancé dans un travail inédit pour préserver son patrimoine préhistorique: une carte des 100 sites archéologiques de Lagoa Santa, région où a notamment été trouvé le plus vieux crâne des Amériques. Cette carte s'adresse *a priori* aux chercheurs, pour les aider à se retrouver dans les 363 kilomètres carrés de la région. Mais elle s'adresse également à la population locale, pour qui une version simplifiée a été produite à 3000 exemplaires et remise à des collèges et des bibliothèques. On espère ainsi conscientiser les gens à la préservation de ce coin du pays. *«L'un des objectifs était de lui donner un format qui attire le regard, qui soit éducatif. N'importe qui réussit à distinguer l'énorme concentration des sites et des découvertes de la région»*, explique Luis Beethoven Piló, un des chercheurs du laboratoire de l'Institut de biosciences de l'Université de São Paulo (IB/USP). C'est avec l'aide de la technologie GPS que l'équipe a déterminé et corrigé la localisation des 100 sites préhistoriques de Lagoa Santa, au nord de la ville de Belo Horizonte. Du point de vue archéologique, Lagoa Santa est privilégiée: la présence de roches calcaires favorise la formation de massifs, parois et dépressions fermées. Ce type de paysages a permis la formation d'étangs temporaires, de cavernes et d'abris sous les roches, bons endroits pour des campements humains préhistoriques. Il y a plus de 170 ans que Lagoa Santa reçoit chercheurs et aventuriers. Les fouilles ont révélé des peintures rupestres, des pointes de projectiles de quartz et céramiques, jusqu'à des os de la faune aujourd'hui disparue. Et surtout, un crâne daté de 11 000 ans.

Une marche par jour éloigne l'Alzheimer

(ASP) — Depuis quelques années, des recherches tendent à démontrer que ceux qui ont été intellectuellement actifs courent moins de risques que les autres de développer l'Alzheimer. Mais voici qu'on apprend que l'exercice physique pourrait lui aussi être un bouclier. L'échantillon est toutefois mince: 41 adultes de 58 à 77 ans dans un cas, et une quinzaine dans l'autre. Mais les chercheurs de l'Université de l'Illinois se sont appliqués à les suivre à la trace pendant qu'ils leur imposaient, chaque jour, pendant six mois, soit une marche d'un mille, soit un exercice dit aérobique de 30 à 45 minutes, et qu'ils comparaient ce qui se passait dans leurs cerveaux au moyen de la technologie d'imagerie par résonance magnétique. Non seulement les marcheurs reçoivent un afflux supplémentaire de sang dans le cerveau, ce qui était prévisible, mais en plus le sang irrigue des zones bien spécifiques du cerveau, ce qui pourrait expliquer des performances ensuite plus élevées aux tests d'attention.

Un ballon par jour rapproche le docteur

(ASP) — Les joueurs de soccer qui frappent souvent le ballon avec leur tête courent le risque de graves dommages au cou. C'est du moins ce qui se dégage d'analyses aux rayons X de 30 athlètes amateurs, réalisées à l'Université technique d'Ankara (Turquie). Par rapport à ceux qui n'ont jamais joué au soccer, ces gens ont des cous moins flexibles, davantage d'espace entre les disques des vertèbres cervicales et même des dommages à ces disques. Des dommages que les médecins voient souvent... mais chez les personnes âgées.

Un vaporisateur par jour éloigne le virus

(ASP) — Une recherche scientifique mène parfois à des résultats inattendus. Ainsi, un vaccin que l'on avait décidé d'expérimenter sous forme de vaporisateur nasal a réussi à protéger contre d'autres souches du virus qu'il était censé attaquer. Les chercheurs de l'Université Stanford avouent ne pas comprendre mais soupçonnent que le fait que ce virus ait été vaporisé, plutôt qu'injecté, pourrait être en cause: cette stratégie provoquerait une réaction plus vive du système immunitaire, qui se mettrait à produire davantage d'anticorps, ce qui «élargirait» en quelque sorte la protection contre le virus. Quoi qu'il en soit, la surprise est de taille: deux ans après avoir reçu ce vaccin contre une souche de la grippe, quelque 86% des personnes se sont révélées immunisées contre une autre souche de la grippe.

ENVIRONNEMENT

Les vigies du Vésuve

Avec 600 000 personnes à ses pieds, l'impérieux volcan est sous haute surveillance. Et pour la première fois, l'exode volontaire est fortement encouragé.

ÉRIC JOZSEF

Naples — *«Les coulées de lave du Vésuve? Mais elles sont beaucoup moins dangereuses que les nuages ardents à 700 degrés qui se propagent à une vitesse de 100 km/h ou les explosions de cendres qui peuvent monter jusqu'à 30 000 mètres dans le ciel avant de retomber sur le sol et, en cas de pluie, provoquer de violentes coulées de boue...»*

Entouré d'une quarantaine d'ordinateurs qui enregistrent les moindres palpitations du menaçant voisin de Naples, Giovanni Macedonio, directeur de l'Observatoire vésuvien, le plus vieil institut de vulcanologie du monde, fait alterner propos rassurants et données alarmantes.

De la salle des machines informatiques qui, dans la banlieue de la cité parthénopéenne, sert de quartier général aux scientifiques chargés de la surveillance du Vésuve, des volcans des Campi Flegrei tout proches et du Stromboli, ce jeune expert rappelle une vérité trop souvent oubliée: *«Aujourd'hui, il est complètement calme. Les centaines de petits tremblements de terre qu'on enregistre quotidiennement sont dans la norme. Mais on est sûr qu'un jour, il se réveillera.»*

Pour les six mois à venir, aucune crainte à nourrir. *«Le Vésuve est le volcan le plus contrôlé du monde,* assure-t-il. *Mais impossible de savoir si nous sommes tranquilles pour les 50 ou les 100 ans à venir. Et, avec les 600 000 personnes qui vivent sur ses flancs, le Vésuve est le volcan le plus dangereux du monde.»*

REUTERS

Le boom des constructions

Actif de manière continue depuis la grande éruption de 1631, qui avait fait plus de 4000 victimes, jusqu'à la dernière explosion de mars 1944, qui avait tué 26 malheureux, laissé 12 000 personnes sans abri et endommagé 88 bombardiers B-25 des troupes américaines qui venaient de débarquer dans la péninsule, le Vésuve s'est assoupi depuis.

Mais dans les profondeurs, à seulement 8000 mètres au-dessous du cratère, un magma de 400 kilomètres carrés s'est reformé. Quand la pression deviendra trop forte, le bouchon formé par la croûte terrestre sautera, malgré toutes les invocations à San Gennaro (saint Janvier), le saint patron local, dont la statue aurait été portée en procession pour arrêter la lave en 1944.

«Nous pouvons déceler des signaux d'une reprise de l'activité du Vésuve plusieurs mois à l'avance mais nous ne pouvons être certains de l'imminence de l'éruption que deux ou trois jours avant l'explosion», reconnaît Giovanni Macedonio. Un délai insuffisant pour évacuer plus de un demi-million de personnes vivant dans un dédale de maisons serrées, de petits immeubles enchevêtrés, de routes sinueuses et en mauvais état. Les 18 communes qui forment la *«zone rouge»*, selon la définition de la Protection civile italienne, sont en fait à la merci du volcan.

De San Anastasia à Portici, de San Giuseppe Vesuviano à Torre Annunziata en passant par Ercolano (l'antique Herculanum) et Torre del Greco, le paysage est le même. Quelques champs rongés par une accumulation de constructions, de villas et d'autres bâtiments.

Au-dessous de l'impérieuse montagne, la concentration urbaine est impressionnante. *«L'une des plus fortes d'Europe»*, signale Paolo Persico, adjoint au maire de Boscoreale, une des 18 communes, située entre le Vésuve et Pompéi, la cité romaine rayée de la carte par les nuages ardents de l'éruption qui, en 79 après Jésus-Christ, fit au moins 2000 victimes et que Pline le Jeune immortalisa dans ses lettres.

En un demi-siècle, Boscoreale a vu le nombre de ses habitants tripler pour atteindre près de 27 000 âmes. *«Dans l'ensemble des villes de la zone rouge, la croissance démographique et le besoin de logements, pressant dans toute la région napolitaine, ont produit un boum des constructions* [souvent sans permis de construire] *à partir de la moitié des années 50»*, détaille Paolo Persico, qui reconnaît que les administrations successives ont elles aussi commis des erreurs.

À commencer par la construction à Boscoreale, à l'ombre du Vésuve, de logements sociaux pour accueillir des centaines de rescapés du grand tremblement de terre de 1980 qui avait frappé la région de l'Irpinia jusqu'à Naples...

> **«En cas de crise, on fera appel à la Madone, à San Gennaro ou à Padre Pio... La foi n'est pas ce qui manque par ici.»**

Des plans d'évacuation

«Les gens sont habitués à vivre avec le risque du volcan, assure l'édile. *Ils ont effacé de leur mémoire l'éruption de 1944.»* Dans les rues sans relief de Boscoreale, la présence du Vésuve est d'ailleurs impalpable.

Seule une enseigne, dans l'artère principale, ose une évocation: l'entreprise Vesuvio propose d'organiser vos fêtes et réceptions.

À Boscoreale, on préfère vanter les fûts de l'excellent lacrima-christi, le célèbre vignoble cultivé sur les flancs de la *«montagne»*, plutôt que d'évoquer les dangers liés à la proximité du volcan.

«En cas de crise, on fera appel à la Madone, à San Gennaro ou à Padre Pio... La foi n'est pas ce qui manque par ici», résume, fataliste, un employé de la mairie. *«Parfois, la nuit, je fais des cauchemars en pensant au Vésuve. Mais, franchement, ça ne nous empêche pas de vivre,* enchaîne Saverio Buono, un de ses collègues.

«Les gens sont venus s'installer ici parce qu'autrefois, il y avait de l'espace, et parce qu'on trouvait du travail dans les industries sidérurgiques et les chantiers navals non loin de Boscoreale. Le Vésuve, on n'en parle pas entre nous. Ce n'est qu'un paysage agréable. Et puis, on espère qu'en cas d'urgence, on aura le temps de fuir.»

Depuis des années, en effet, les plans d'évacuation sont prêts. Chacune des 18 communes est jumelée avec une autre ville d'Italie qui accueillera les populations déplacées. À la première alerte sérieuse, les habitants de San Giuseppe Vesuviano partiront en Lombardie, ceux de Pompéi, en Ligurie, et les citoyens de Boscoreale iront se réfugier dans les Pouilles.

«Nous disposons de relevés sismiques très précis. Nous étudions en permanence la déformation des sols et analysons les paramètres chimiques, c'est-à-dire la composition de l'eau et du gaz à proximité du volcan, explique Giovanni Macedonio. *Nous avons même un système satellitaire qui permet de détecter la moindre évolution anormale du volcan. À partir de là, nous avons quatre niveaux d'alerte. Au premier stade, c'est-à-dire lorsque les tremblements de terre sont perçus par la population, nous nous contentons de diffuser un communiqué.*

«Au fur et à mesure que les paramètres se modifient, le dispositif de sécurité se met en place, et lorsque nous avons la certitude que le volcan est entré en phase d'activité, le chef du gouvernement donne l'ordre d'évacuer. Les signaux sont détectables plusieurs mois à l'avance. Mais l'éruption ne deviendra prévisible que deux ou trois jours avant l'explosion.»

Or *«il faudrait environ deux semaines pour évacuer les 600 000 personnes de la zone rouge»*, calcule Marco Di Lello, conseiller à l'urbanisme de la région de la Campanie.

Avec, de surcroît, le risque de prendre par précaution une mesure d'évacuation qui se révélerait inutile. Au début des années 80, la reprise de l'activité des volcans des Campi Flegrei avait ainsi entraîné le déplacement de 40 000 personnes pendant plusieurs semaines. Fausse alarme.

Le phénomène s'était calmé et aucun cratère ne s'était formé.

Vesuvia, pour décongestionner la zone rouge

Aux prises avec ce casse-tête, Marco Di Lello a finalement fait approuver, en novembre, un plan révolutionnaire et *«sans précédent dans le monde»*, appelé «Vesuvia» (contraction de Vésuve et de «partez», en italien). Il vise à décongestionner la zone rouge.

Alors que toute nouvelle construction y est déjà interdite, la Campanie offre désormais 30 000 euros (environ 48 000 $CAN) à toute famille de locataires disposée à acheter une maison à l'extérieur du périmètre de sécurité.

3300 familles des 18 communes concernées ont déjà présenté une demande pour bénéficier de cette aide à l'exode volontaire.

«C'est une occasion à ne pas laisser passer, une occasion de devenir propriétaire et de quitter une zone surpeuplée», explique Vincenzo Di Concilio, l'un des candidats au départ de Boscoreale. *«Il s'agit d'un plan sur 15 ans,* détaille Marco Di Lello.

«On espère inciter ainsi de 150 000 à 180 000 personnes à partir, ce qui permettrait de réduire les délais d'évacuation à moins de dix jours. L'objectif est de reconvertir la zone pour que les gens viennent y travailler mais n'y restent pas pour dormir.»

Le conseil régional entend également transformer les logements abandonnés en structures d'accueil pour les touristes, beaucoup plus faciles à évacuer en cas d'alerte.

«Nous sommes face à un double défi», résume Giovanni Macedonio. D'un côté, améliorer encore la recherche scientifique pour qu'on puisse annoncer une probable éruption avant les 72 heures de délai actuel.

De l'autre, pousser le maximum d'habitants à partir pour diminuer les délais d'évacuation nécessaires à éviter une catastrophe.

En effet, si, en quelques années, la vulcanologie a fait des progrès considérables, *«jamais la science ne pourra écarter tout danger dans une zone à risque naturel,* souligne le directeur de l'Observatoire vésuvien. *On ne pourra jamais prévoir à 100% l'éruption d'un volcan...»*

Libération